

**FONDS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR LA
CONSOLIDATION DE LA PAIX
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**



United Nations
Peacebuilding

DOCUMENT DE PROJET DU PBF

Longueur : 12 pages maximum (plus page de couverture et annexes)

Pays : République Centrafricaine	
TITRE DU PROJET : Plaidoyer des OSC féminines pour la sécurité communautaire et une Stratégie nationale centrafricaine de Réforme du Secteur de la Sécurité sensibles au genre	
NUMERO de Projet / portail Gateway du MPTF-O (pour les projets en cours) :	
Modalité de financement du PBF: <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	Indiquer si les fonds doivent être déboursés dans un fonds d'affectation spéciale ("Trust fund") (au lieu des comptes des organisations bénéficiaires): <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale national <input type="checkbox"/> Fonds d'affectation spéciale régional Nom du fonds d'affectation spéciale :
Liste de l'ensemble des agences bénéficiaires directes des fonds du PBF (en commençant par l'agence chef de file), type d'organisation (ONU, ONG etc.) : Oxfam (ONG Internationale) - le chef de file, Association des Femmes Juristes Centrafricaine-AFJC (ONG Nationale), URU (ONG Nationale) , Coordination RSSS	
Autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux) :	
Date approximative de démarrage du projet¹: 01/01/2020 Durée du projet en mois :² 18 Zones géographiques (à l'intérieur du pays) de mise en œuvre du projet : Bria, Bangassou, Bangui, Paoua Bossangoa et Bambari	
Le projet relève-t-il d'une des fenêtres de priorité spécifiques du PBF: <input checked="" type="checkbox"/> Initiative de promotion de l'égalité des sexes <input type="checkbox"/> Initiative de promotion des jeunes <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. désengagement d'une mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional	
Budget total du projet PBF* (par agence bénéficiaire) : OXFAM: \$ 1,485,000 Total PBF : \$ 1,485,000 <i>*Le budget total approuvé et le versement de la deuxième tranche, ou toute tranche supplémentaire, sont soumis à la condition d'être approuvés par PBSO, et à la disponibilité des fonds sur le compte du PBF. L'agence coordinatrice doit démontrer la dépense/engagement d'au moins de 75% de la tranche précédente et la soumission de tous les rapports PBF dus dans la période écoulée.</i>	
Toute autre source de financement destinée au projet (montant et source) :	

¹ Note: la date de démarrage du projet sera celle du premier versement.

² La durée maximum des projets IRF est de 18 mois et PRF de 36 mois.

PBF 1^{ère} tranche (35%): OXFAM: \$ 519,750	PBF 2^{ème} tranche* (35%): OXFAM: \$ 519,750	PBF 3^{ème} tranche* (30%): OXFAM: \$ 445,500
<p>Décrire brièvement en deux ou trois phrases le projet en expliquant succinctement son aspect urgent, son rôle catalyseur, sa tolérance au risque et son caractère innovant :</p> <p>Le projet répond au besoin urgent de réduire les facteurs et les causes profondes du conflit centrafricain dont l'insécurité grandissante qui affecte la vie quotidienne des femmes, hommes, filles et garçon de la Centrafrique, les inégalités sociales et la marginalisation et par conséquent réduira les risques d'escalade de violence. L'objectif général du projet est de promouvoir la sécurité communautaire avec la participation des femmes et faire du plaidoyer pour que la Réforme du Secteur de la Sécurité de la Centrafrique soit sensible au Genre. Le projet renforcera les capacités des organisations de la société civile féminines et sensibles au genre et de la plateforme nationale des OSC œuvrant dans le contrôle démocratique de la RSS à engager une mobilisation sociale et politique en faveur de la participation des femmes, hommes, filles, garçons, des communautés minoritaires et les plus marginalisés à la définition des mesures sécuritaires et de l'exercice de leurs droits à la sécurité dans les sous-préfectures de Bambari, Bangassou, Bossangoa, Bria, Paoua. Il accompagnera également la plateforme nationale des OSC à engager le dialogue avec les autorités nationales à charge de la délivrance des services de sécurité, de gestion et du contrôle de la RSS sur l'amélioration du cadre politique et législatif à la RSS. Innovant par la mise en place de la plateforme national des OSC actives dans la RSS et la mise en réseau des OSC féminines et sensibles au genre au niveau locale, ce projet a un rôle catalyseur parce qu'il engagera tous les acteurs clés du conflit et de la violence en Centrafrique dans un processus de transformation des rapports genre au niveau communautaire et un consensus national favorable à la révision des lois discriminatoires en vue de garantir les droits de tous dans la politique et stratégie nationale RSS.</p>		
<p>Résumer le mécanisme de consultation adopté pour formuler le projet préalablement à la soumission à PBSO, y compris (i) via examen / consultation du Comité de pilotage du PBF, le cas échéant, et (ii) avec les communautés cibles et la société civile.</p> <p>Tout au long du processus de préparation de la proposition, OXFAM a consulté le PBF à Bangui. Ce qui nous a amené à aussi consulter la section RSS et genre de la Mission Multidimensionnelle de Maintien et de la Consolidation de la paix en Centrafrique (MINUSCA) avec qui nous avons tenu une rencontre d'échange sur notre idée de projet, l'appui de la MINUSCA à la RSS, les complémentarités et synergies possibles entre les interventions de la MINUSCA et notre projet.</p> <p>Au début de l'élaboration de la proposition complète, nous avons tenu une rencontre avec la représentante de PBSO qui nous a expliqué la suite du processus et les points à améliorer dans notre proposition.</p> <p>Les ONG nationales partenaires de mise œuvre du projet sont impliqué dans l'élaboration de la proposition du projet et ont participé à la rencontre avec la MINUSCA et la deuxième rencontre avec la représentante de PBFSO.</p>		
<p>Degré de contribution à la promotion de l'égalité des sexes³ : <u> 3 </u> Spécifiez le pourcentage (%) et le montant (\$) du budget total du projet alloué aux activités directement liées à l'égalité entre les sexes / le renforcement des capacités des femmes : 83% - 1 232 550\$</p>		

³ **Score 3** pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière a l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 30% du budget total).

Degré de risque du projet⁴ : 1

Sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (« focus area ») du PBF résumant au mieux l'objet du projet (choisir un domaine seulement⁵) : 1.1_Réforme du Secteur de la Sécurité_____

Le cas échéant, le résultat de l'UNDAF auquel le projet contribue :

Le projet contribue au résultat stratégique 1.1 de l'UNDAF à savoir : « Les institutions politiques et administratives et les organisations de la société civile (OSC) promeuvent et contribuent à la paix, la sécurité, la réconciliation nationale et les droits humains »

Le cas échéant, Objectif de Développement Durable auquel le projet contribue :

Le projet contribue aux objectifs de développement durable suivants :

N° 5 : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes et les filles.

N°16 : Promouvoir l'avènement sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès à la justice pour tous, mettre en place à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous.

Le cas échéant, Objectif National Stratégique auquel le projet contribue :

Le projet s'inscrit dans le pilier 1 du plan national de redressement et de consolidation de la paix en République Centrafricaine (RCPCA), à savoir *Restaurer la paix, la Sécurité et la Réconciliation Nationale*. Il contribue aux composantes: "Promouvoir la stabilité par la réforme du secteur de la sécurité" et "Reformer l'institution judiciaire et promouvoir la fin de l'impunité".

Type de demande :

Nouveau projet



Révision de projet

Pour les révisions de projet, sélectionnez tous les changements pertinents et fournir une brève justification à la fin du document :

Extension de la durée : Durée additionnelle du projet en mois :

Changement de résultat / sujet :

Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget :

Budget PBF supplémentaire : Budget supplémentaire par agence bénéficiaire :

USD XXXXX

Brève justification de la révision:

NB : s'il s'agit d'une révision, indiquer chaque changement du document de projet en rouge ou en MODE RÉVISION. Inclure également un nouveau cadre de résultats et un budget en indiquant clairement les changements apportés. Les parties sans modifications restent les mêmes. De nouvelles signatures seront requises.

⁴ 0 = risque faible pour la réalisation des résultats

1 = risque moyen pour la réalisation des résultats

2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

⁵ (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

SIGNATURES DU PROJET :

<p>AGENCE RECIPIENDAIRE⁹</p> <p><i>Nom du représentant : Alexia Castaño, Head of Program Funding</i></p> <p><i>Signature :</i></p> <div style="background-color: black; width: 150px; height: 40px; margin: 5px 0;"></div> <p><i>Nom de l'organisation : OXFAM Intermon</i></p> <p><i>Date et visa : 17/09/2019</i></p>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p><i>Coordination DDR/RSS/RN à la Présidence de la République</i></p> <p>Nom: Colonel Achille Ismaël KOAGOU KOUNGOUNDO</p> <p><i>Signature :</i></p> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 30px; margin: 5px 0;"></div> <p>Titre : Conseiller RSS</p> <p><i>Date et visa : 19/09/19</i></p> <div style="text-align: right; margin-top: 10px;">  </div>
<p>Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale</p> <p>Nom : Felix MOLOUA</p> <p><i>Signature :</i></p> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 30px; margin: 5px 0;"></div> <p>Titre : Ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale</p> <p><i>Date et visa : 14 SEPT 2019</i></p> <div style="text-align: right; margin-top: 10px;">  </div>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)</p> <p><i>Nom du représentant : Oscar FERNANDEZ-TARANCO</i></p> <p><i>Signature :</i></p> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 30px; margin: 5px 0;"></div> <p>Sous-Secrétaire général pour l'appui à la consolidation de la paix</p> <p><i>Date & visa : 19 November 2019</i></p>
<p>Coordonnateur résident</p> <p><i>Nom : Denise BROWN</i></p> <p><i>Signature :</i></p> <div style="background-color: black; width: 150px; height: 40px; margin: 5px 0;"></div> <p><i>Date & visa :</i></p> <div style="background-color: black; width: 150px; height: 40px; margin: 5px 0;"></div>	<p>Représentant du gouvernement national</p> <p><i>Coordination DDR/RSS/RN à la Présidence de la République</i></p> <p>Nom: Colonel Achille Ismaël KOAGOU KOUNGOUNDO</p> <p><i>Signature :</i></p> <div style="background-color: black; width: 100px; height: 30px; margin: 5px 0;"></div> <p>Titre : Conseiller RSS</p> <p><i>Date et visa : 19/09/19</i></p> <div style="text-align: right; margin-top: 10px;">  </div>

⁹ Veuillez inclure un bloc de signature dans le tableau pour chaque agence bénéficiaire du projet.

I. Contexte de consolidation de la paix et justification de l'appui de PBF (4 pages max)

- a) Décrire brièvement l'analyse de conflit et la relation entre les conclusions de l'analyse et le projet. Comment le projet compte-t-il répondre aux causes structurelles et principaux facteurs de tensions / conflits? Fournir une analyse des acteurs clefs et des principales parties prenantes ayant un impact ou étant sensibles aux principaux facteurs de tension visés par le projet. Cette analyse doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes.

Depuis le début des années 90, la RCA a connu une succession de conflits armés entre les forces gouvernementales et les groupes armés, voire entre les groupes armés eux-mêmes. Les causes structurelles profondes de la rébellion Séléka qui a plongé le pays dans une spirale de violence depuis 2013 sont liées à la mauvaise gouvernance et ses conséquences. Cela s'est traduit par l'incapacité et le manque d'intérêt des gouvernements à développer le pays, la nature centralisée de la gouvernance, l'incapacité à assurer la sécurité des citoyens et du territoire ainsi que la mauvaise gestion, le déclin de l'économie et l'absence de développement. Même si les antagonismes religieux n'étaient pas une cause sous-jacente du conflit, en sont devenus des facteurs déclencheurs⁶.

L'accord de paix de Khartoum constitue un socle sur lequel les centrafricain(es) pourraient s'appuyer pour bâtir une paix durable. Mais des défis majeurs de la mise en œuvre de cet accord constituent des menaces imminentes à la consolidation de la paix. Au plan politique, la problématique du partage du pouvoir et de l'impunité est sensible et est sujette à des dissensions entre les groupes armés, le gouvernement et les populations civiles. Des poches d'insécurité et de violence subsistent dans plusieurs régions du pays rendant très précaire la situation sécuritaire. Par ailleurs, les disparités géographiques et les inégalités genre, socioéconomiques et les violations continues des droits des minorités constituent des menaces à la mise en œuvre de l'accord de paix.

Les populations demeurent les principales victimes de la violence. Au 31 décembre 2018, le nombre de personnes déplacées internes était estimé à environ 641 000 dont 2,5 millions sont dans le besoin d'assistance humanitaire. Les sous-préfectures de Bambari, Bossangoa, Bria, Bangassou et Kaga-Bandoro restent parmi les zones les plus touchées. Celles-ci continuent à être en proie à la violence et l'insécurité du fait de la présence et des affrontements entre groupes armés, et des conflits liés à la transhumance. Durant les 9 derniers de 2018, des milliers de jeunes sont pris au piège des groupes armés ; un nombre inestimable de jeunes sont forcés de faire des choix, qu'ils n'auraient jamais dû faire. *« Des filles et des garçons forcés de rejoindre des groupes armés ont subi des horreurs indicibles. La guérison pour ceux qui ont pu s'affranchir peut prendre des années »*⁷. Par ailleurs, les jeunes hommes et femmes, filles et garçons sont une population cible importante à prendre en compte dans la problématique. Les moins de 35 ans représentent 75% de la population, et trois Centrafricains sur 10 ont entre 10-24 ans⁸. Ils sont très fortement touchés par le chômage avec un taux estimé à 87%⁹, ce qui représente « un véritable fléau social », selon le gouvernement de la Centrafrique. Les jeunes ont souvent des comportements à risque, comme les rapports sexuels non protégés, la consommation d'alcool ou de drogue. Ils sont aussi des proies faciles pour les groupes armés ou les milices, cherchant à enrôler de nouvelles recrues. Ces jeunes sont non seulement vulnérables mais la perspective d'un avenir incertain fait d'eux « des vecteurs de nouveaux troubles et de conflits sociaux et intercommunautaires. On peut noter ainsi l'émergence de nombreux jeunes en situation de délinquance, d'abandon ou déperdition scolaire, de chômage et/ou de sous-emploi. À cela s'ajoutent les jeunes affectés directement par les effets des conflits armés : déplacés internes, délocalisés ou retournés. Ceci entraînant toujours plus d'incidents de protection. Les principales menaces les plus fréquemment citées dans les différentes enquêtes menées par Oxfam au cours de ses interventions en monitoring de Protection sont le vol et les pillages, la violence physique et les viols dont les principales victimes sont les femmes. Leurs récurrences dépendent des zones. Parmi les autres auteurs des actes de violences, on

⁶ Conciliation Resources, 2015, analyse des conflits et consolidation de la paix en République Centrafricaine, p. 5

⁷ L'UNICEF, « alerte enfants, République Centrafricaine », 2018, p.12

⁸ RGPH, 2013

⁹ Rapport d'analyse diagnostique de la problématique de l'emploi, particulièrement l'emploi des jeunes en RCA post crise, Septembre 2015

constate un taux de banditisme assez considérable dont les auteurs sont souvent des jeunes désœuvrés du quartier.

Les conséquences de la crise ont aggravé les disparités de genre qui existaient dans le pays avant le conflit, surtout dans les zones sous le contrôle des groupes armés, notamment l'inexistence des opportunités d'accès et du contrôle des ressources, les mariages forcés, des représailles sur des personnes soupçonnées de sorcellerie, et la restriction de mouvement. Dans une société patriarcale telle que la Centrafrique, la construction sociale de la guerre liée à la masculinité est forte. Les hommes sont les guerriers qui doivent gagner la guerre en détruisant l'ennemi. Le viol est un moyen d'affirmation de la masculinité du guerrier et donc utilisé comme arme de guerre. Dans ce contexte, les femmes, filles et garçons ont été les cibles des violences sexuelles et basées sur le genre. Les jeunes, filles et garçons ont subi lourdement le conflit et vivent l'impact des violences et de l'insécurité à différents degrés suivant leur appartenance socioculturelles et professionnelles. Les victimes font face à de nombreuses barrières pour obtenir réparations et justice, notamment l'inexistence des institutions de l'état, la stigmatisation, l'ostracisme et les représailles des éléments des groupes armés qui continuent de circuler impunément.

Les hommes et les femmes œuvrent de diverses manières aux niveaux communautaire et national pour la prévention et la résolution des conflits, la cohésion sociale et la réconciliation.

Malgré qu'elles paient le plus lourd tribut des conflits, les femmes centrafricaines sont engagées dans les processus de consolidation de la paix avec détermination. L'étude sur le rôle des femmes dans la consolidation de la paix réalisée par OXFAM en 2018 met en évidence le rôle majeur des femmes activistes et leurs responsabilités dans la consolidation de la paix au niveau local. Elles utilisent plusieurs stratégies pour calmer les tensions, réduire la violence et prévenir les conflits dont le plaidoyer, la sensibilisation, la médiation, la prévention, les activités caritatives ou de cohésion sociale. A Paoua, elles ont ainsi réussi à conscientiser les personnes en conflit et les populations ignorantes des réalités et origines des conflits, amené les belligérants à s'asseoir autour d'une table de négociation et établi des liaisons entre les belligérants, la MINUSCA et les populations. A Batangafo, les femmes musulmanes ont été sur les sites des déplacés à majorité occupés par les chrétiens pour demander à leurs consœurs chrétiennes de demander aux chrétiens de cesser les hostilités et faciliter le vivre ensemble. A Bangui, elles ont réussi à amener les hommes à accepter de reprendre le dialogue suite à l'organisation d'un repas commun à la mairie du 5^{ème} arrondissement. A Paoua, les ex-combattantes ont joué le rôle de médiatrices entre deux factions du groupe *Révolution et Justice* pour les amener à cesser les hostilités entre elles et à s'unir. Ces initiatives locales placent les femmes au cœur des processus de paix en Centrafrique. Elles contribuent à la réduction de la violence communautaire en participant aux mécanismes d'alerte précoce, à la prévention à travers leurs organisations telles que l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) et l'Organisation des femmes leaders. Nombre d'entre elles ont amené les communautés en général, et les femmes en particulier à désarmer tout en contribuant à l'orientation des bénéficiaires du programme de réduction de violence communautaire dans le choix des métiers¹⁰. Elles ont contribué à mettre fin à l'escalade des tensions intercommunautaires à l'origine d'une grande part de l'insécurité que vivent les populations.

Au niveau national, les OSC féminines sont engagées pour la paix en s'impliquant aux moments clés du processus de paix dont les fora de Bangui et de Bruxelles où elles ont porté la voix des femmes, hommes, filles et garçon surtout des communautaires minoritaires et marginalisées. Leur plaidoyer a contribué à une amélioration du cadre politique et législatif en faveur de la participation des femmes aux décisions, à la vie publique et politique conformément à la résolution 1325, notamment l'adoption de la Loi No 16.004 sur la parité en 2018. Elles poursuivent le plaidoyer pour l'adoption des décrets d'application de cette loi, la prise en compte du genre dans le code des collectivités. Depuis la signature de l'APPR (Accord de Paix et Réconciliation), les leaders de femmes, y compris des jeunes femmes, chrétiennes et musulmanes s'investissent dans la sensibilisation des communautés et les différents acteurs du conflit pour obtenir leur adhésion et soutien pour la mise en œuvre pacifique de l'accord.

1. ¹⁰ Site MINUSCA : Le rôle de la femme dans le programme de réduction de la violence communautaire : l'exemple de Bria, Août 2018

Tout comme les femmes et les hommes, les jeunes contribuent à la consolidation de la paix à travers la médiation, l'éducation à la paix, le plaidoyer, la promotion du dialogue inclusif

Cependant, malgré que certaines femmes aient risqué leur vie avec leurs initiatives de paix, leur participation aux instances formelles de consolidation de la paix, aux instances de prise de décision et à la vie publique reste faible du fait de la persistance des lois discriminatoires et des stéréotypes qui exposent plus les femmes et les jeunes à l'insécurité.

Malgré l'arsenal juridique et un cadre institutionnel, il subsiste des faiblesses qui freinent la protection des femmes contre les violences et leur participation dans les processus de paix. Le rapport de la mise en œuvre du plan national de la résolution 1325 relève plusieurs défis dont la subsistance de lois discriminatoires dans la législation centrafricaine, la persistance de l'insécurité dans le pays, la faible allocation de ressources financières pour les activités de paix, sécurité et femmes, l'absence d'une planification et d'une budgétisation sensible au genre au niveau national et sectoriel, etc.

Les femmes ont été exclues des processus formels de planification et la gestion de la RSS en Centrafrique, tout comme dans plusieurs pays dans le monde. Les femmes sont habituellement exclues du discours dominant sur le secteur de la sécurité. Ce qui signifie qu'elles ne peuvent pas influencer les décisions qui affectent leurs vies et celles de leurs communautés. Le manque de prise en compte des femmes dans les services et les mesures de sécurité communautaire les rend plus vulnérables.

L'APPR offre une opportunité pour transformer les rapports genre en faveur d'une plus grande participation des femmes et des filles, mais aussi des hommes et garçons des groupes minoritaires, marginalisés aux décisions, processus de paix et leurs accès équitable aux services, surtout la sécurité, essentielle à la réduction des facteurs de conflit. En outre les mesures transitoires de mise en œuvre de l'accord dont la mise en place des comités de mise en œuvre préfectoraux (CMOP), les comités techniques de sécurité (CTS), des Unités Spéciales Mixes de Sécurité (USMS) chargés de mettre en place des mesures adéquates, suivre et répondre aux besoins de sécurité des populations constituent une opportunité pour les femmes, filles et hommes et garçons, surtout des groupes vulnérables et marginalisés de participer à la définition de ces mesures et faire prendre en compte leurs besoins pour des réponses adéquates de sécurité. Cependant, dans un contexte très sensible de la négociation et de la mise en œuvre de l'APPR, le risque reste grand que les priorités politiques des acteurs à la table des négociations prennent le dessus sur les préoccupations et priorités des femmes, filles, hommes et garçons des groupes minoritaires et marginalisés et des victimes. La mise en place des USMS qui est une innovation offre l'opportunité pour les femmes de faire partie de leur effectif et contribuer à leur efficacité en termes de la qualité des services et d'inclusion de tous dans les services, mais également pour la participation des femmes, hommes, filles et garçon dans la planification, la mise en œuvre et le contrôle de de leurs services. Cependant, ces unités qui devraient comprendre à la fois des membres de groupes armés et les forces armées nationales, sous le commandement de ces dernières peuvent représenter une menace s'il n'y a pas de consensus entre les parties gouvernementales et des groupes armés sur le mandat et la gouvernance de ces unités. Les commandants des groupes armés pourraient alors conserver un contrôle de facto sur leurs anciens combattants, ce qui leur permettrait de continuer à s'en prendre aux civils, mais désormais en portant l'uniforme militaire.¹¹

Par ailleurs, l'état des lieux de la RSS¹² recense de nombreuses lacunes et défaillances propres aux forces de défense et de sécurité intérieure (FDSI) dont les problèmes de gouvernance, de sous-effectif, de manque de professionnalisme, d'insuffisance de logistique et de ressources financières, de faiblesse de communication avec les populations, d'absence de rigueur et d'enquête de moralité. Ce qui limite au strict minimum les capacités des FDSI à répondre aux besoins de sécurité des citoyens. Certains se livrent à des racketts et au banditisme. Ce qui a entraîné un manque de confiance entre les DSI et la population. Ce comportement non républicain des DFSI est favorisé par le manque de contrôle démocratique de la RSS aussi bien par le parlement que les OSC. Les conséquences de ces faiblesses de mise en œuvre de la RSS affectent plus les femmes et les filles. Celles-ci restent donc exposées aux exactions continuellement commises par les groupes armés et la criminalité grandissante induite par le conflit, surtout les violences sexuelles et basées et sur le genre. Cet état des choses conduit à une accumulation continue de frustrations au sein de la population, principaux facteurs de conflits.

¹¹ Internationa Crisis Group : dernier Accord de paix en Centrafrique, les conditions du succès, rapport Afrique 277, juin 2019

¹² Stratégie RSS 2017-2021.

Ce qui maintiendrait, sinon exacerberait les principaux facteurs de conflits et risquerait de fragiliser le processus de paix surtout dans les zones à risque comme Bambari, Bria, Bangassou, Bossangoa et Paoua, mais aussi et encore dans certaines zones de Bangui et ses périphéries. Les principaux facteurs de conflits qui persistent sont ainsi:

- L'insécurité récurrente qui expose les populations surtout les femmes, filles, hommes et garçons des groupes minoritaires et marginalisés à la violation de leurs droits et aux violences.
- Le manque d'accès aux services sociaux de base et de réponse aux besoins des victimes constitue également des sources de conflit et de violence et constitue en même temps une cause et conséquence des conflits et de l'insécurité humaine.
- La persistance des disparités et le déni des droits ou de la citoyenneté de certains groupes minoritaires sur la base de leur genre et de leur appartenance ethnique et religieuse
- L'impunité des auteurs de violence

Pour réduire ces facteurs et s'attaquer aux causes profondes du conflit centrafricain, il importe de tenir compte des positions, intérêts, besoins des acteurs du conflit, aussi bien les auteurs des violences que des agents de paix et les rapports d'influence entre eux.

L'analyse des acteurs du conflit centrafricain

Acteurs	Problèmes	Positions	Intérêts	Besoins	Moyens d'influence/Pouvoir	Volonté de Négociateur
Autorités et institutions Gouvernementales	Occupation de 80% du pays par les groupes armés Violence, pillage de la population, centaines de milliers de déplacés internes violences intercommunautaires Violation de l'APPR par certains protagonistes du conflit	Retour à la paix Cessation des hostilités	La mise en œuvre pacifique de l'APR Restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire Renouer le contrat social avec la population Relancer les activités socioéconomique	La sécurité et le bien-être de la population	Soutien des acteurs Internationaux : La MINUSCA et le reste des Nations, Les Russes, la France, l'Union Européenne Des membres du gouvernement sont des leaders des groupes armés et ont le pouvoir de faire cesser les affrontements.	Œuvre pour le maintien et la mise en œuvre de l'accord. Fait des concessions aux groupes armés pour qu'ils respectent l'APR
Ministère Coordinateur du programme(DDRR)/RSSS, de la défense et de la sécurité intérieure, des eaux et forêts, de la Justice, des finances, de la communication	Occupation de 80% du pays par les groupes armés Violence pillage de la population, centaines de milliers de déplacés internes violences intercommunautaires Violation de l'APPR par certains protagonistes du conflit	Retour à la paix et la stabilité Cessation des hostilités Désarmement et démobilisation et réintégration des éléments des groupes armés et rapatriement des éléments étrangers	Forces de sécurité bien formées, républicaines Redéploiement de forces de sécurité intérieures sur toute l'étendue du territoire	La sécurité et le bien-être de la population Ressources financières et matérielles,		Contribue à la mise en œuvre de l'APR
Les points focaux genre du secteur de la sécurité	Occupation de 80% du pays par les groupes armés Violence pillage de la population, centaines de milliers de déplacés internes violences intercommunautaires Violation de l'APPR par certains protagonistes du conflit	Retour à la paix et la stabilité Cessation des hostilités Désarmement et démobilisation et réintégration des éléments des groupes armés et rapatriement des éléments étrangers	Egalité genre dans le recrutement, intégration du genre dans les différents niveaux de commandement du secteur de la sécurité Participation aux décisions concernant la RSS	Renforcement des capacités à conduire une action de levier dans la prise en compte du genre dans la réforme du secteur de la sécurité		Recruter pour assurer l'égalité genre et accroître l'efficacité du secteur de la sécurité. D'où leur prédisposition à négocier et assurer la médiation entre force de sécurité et population et défendre les droits à la sécurité des femmes et des plus marginalisés auprès des différents départements du secteur de la sécurité et des FDSI
Les CMOP	Occupation de 80% du pays par les groupes armés Violence pillage de la population, centaines de milliers de déplacés internes violences intercommunautaires Violation de l'APPR par certains protagonistes du conflit	Assure le respect de l'APR, facilite les échanges d'information et crée un environnement apaisé dans toute la préfecture. Il est présidé par le préfet, composé de représentants des FACA, des FSI, des leaders politiques des groupes armés, des OSC représentant les femmes et les jeunes	Composé d'acteurs divers avec des intérêts parfois différents. Les OSC, leaders religieux, et autorités locales veulent la mise en œuvre pacifique de l'APR. Mais certaines OSC n'adhèrent pas au caractère politique de l'Accord, tandis que les groupes armés conditionnent sa mise en œuvre par la satisfaction de leurs exigences politiques, et sont susceptibles de remettre	La restauration de l'autorité de l'Etat La sécurité et le bien-être de la population Ressources financières et matérielles,	La partie gouvernementale est soutenue par la MINUSCA et les forces étrangères Les leaders religieux et les OSC utilisent le plaidoyer et lobbying ont leur capacité de médiation pour calmer les tensions Les leaders politiques des groupes armés utilisent leur force militaire et sont toujours en position de pouvoir du fait du contrôle d'une plus grande partie du territoire	Tous les acteurs manifestent leur volonté de négocier Certains groupes armés menacent de se retirer de l'APPR si leurs exigences ne sont pas satisfaites

			en cause le processus de paix			
CTS	Occupation de 80% du pays par les groupes armés Violence pillage des populations, centaines de milliers de déplacés internes violences intercommunautaires	Supervise la mise en œuvre des arrangements transitoire de sécurité. Sous l'autorité du gouvernement, comprend les représentants des FACA, FSI, des groupes armés signataires de l'APR	Respect des engagements pris pour la cessation des hostilité : retrait des troupes, et des barrières illégales, suivi des violations de l'accord	La restauration de l'autorité de l'Etat La sécurité et le bien-être de la population Ressources financières et matérielles		Participent à la mise en œuvre de l'accord de paix
USMS	Occupation de 80% du pays par les groupes armés Violence pillage des populations, centaines de milliers de déplacés internes violences intercommunautaires Violation de l'APPR par certains protagonistes du conflit	Assurer la sécurité du couloir de la transhumance, source de conflits communautaires. Comprend les Forces de défense et sécurité, les casques bleus et les groupes armés	L'apaisement et le sécurité du pays	Sécurisation des personnes et des sites miniers		Contribue à la mise en œuvre de l'accord de paix
Groupes et leaders politico-militaires, ex-seleka, antibalaka, LRA,	Instigateurs de l'instabilité, la violence et la corruption Ont commis la grande partie des exactions contre les communautés Pillage des village, exécutions extrajudiciaires, Violences sexuelles, et ont particulièrement ciblé les femmes et les filles Sont à l'origine du déplacement massif de la population Violation de l'APPR par certains protagonistes du conflit	Soutiennent les différents groupes armés Groupe armé majoritairement musulman : griefs liés à leur exclusion et marginalisation Milices majoritairement chrétiens et comptant des animistes : en quête de justice contre les exaction commises par les séleka, gangs criminels ayant des objectifs économiques	Lutte pour le pouvoir et les riches ressources naturelles Justifient leur position par les inégalités, l'exclusion d'une partie de la société centrafricaine du pouvoir	Les éléments des groupes armés ont besoin d'emploi, d'avoir accès aux services sociaux de base	Force militaire et contrôle de 80% du territoire	Signataire de l'APR, volonté conditionnée par la satisfaction des prétentions aux portefeuilles ministériels. Menacent de se retirer de l'APR si leurs exigences ne sont pas satisfaites
FACA /FSI	Combattent avec les groupes armés Se livrent au banditisme et à rackets en portant les tenue des forces de sécurité républicaines	Anciens ou actuels membres des groupes armés		Formation et moyens de travail		
Peulhs transhumants	Pillage des village, attaques contre les populations civiles, violences sexuelles contre les femmes et les filles	Nomades, parfois des pays étranger		Couloir de transhumance, pâturage, accès aux services sociaux de base		
Extrémistes religieux	Utilisent le conflit pour créer des tensions entre communautés musulmanes et chrétiennes	Contribue au conflit en dressant les jeunes des différents confessions religieuses les uns contre les autres				
Autorités locales/ leaders communautaires	Occupation de 80% du pays par les groupes armés Violence pillage de la population, Centaines de milliers de déplacés internes violences intercommunautaires Violation de l'APPR par certains protagonistes du conflit	Acteurs important de paix	La pacification du pays	Les ressources financières et matérielles pour répondre aux besoins des populations	Certains n'ont pas de pouvoir face aux groupes armés dans leur localité Entretiennent les rapports de pouvoir genre où les femmes et filles doivent rester hors des centres de décision et du contrôle des ressources	Font la médiation entre les groupes armés, à l'origine des accords locaux de paix

Femmes	Subissent lourdement les violences et leurs conséquences : viol, tortures physiques et verbales, mauvaises conditions de vie, les accouchements atroces dans la brousse, perte de leurs enfants, maris et de leurs parents qui étaient leurs principaux soutiens, montée en puissance des enfants dans la des délinquances en l'absence d'opportunités scolaires et économiques. Victimes des violences sexuelles utilisées comme arme de guerre Exacerbation des discriminations liées aux pesanteurs socioculturelles : le dés héritage, l'accès limité aux instances de décision, aux espaces publics et aux ressources, et le manque de contrôle des ressources,	¹³ Changement de mentalité de la population en faveur d'une cause juste Respect des institutions de l'état et de la loi Respect de l'être humaine Bannissement de tout comportement de haine Culture de l'amour, de l'entraide et du vivre ensemble	¹⁴ La paix, le levier de la consolidation de la famille, des rapports des rapports entre hommes et femmes et entre communautés, de l'éducation des enfants et du développement Participation aux prises de décision, notamment sur la sécurité Capacités organisationnelles et financières et de leurs organisations de défense et de protection des droits des femmes et des filles	La sécurité Accès aux services sociaux de base, Liberté de mouvement pour vaquer à leurs activités économiques et privées, pour que leurs aillent à l'école Réparations, justice contre de violences sexuelles et basées sur le genre.	Faiblement représentées dans les instances de décisions, faible participation à la vie politique et publique Faible accès aux ressources, pas de contrôle des ressources	Principales négociatrices et médiatrices de paix, plaidoyer et influence des décisions en faveur de la paix
Hommes	Occupation de 80% du pays par les groupes armés Violence pillage des populations, centaines de milliers de déplacés internes violences intercommunautaires		La pacification du pays	La sécurité Accès aux services sociaux de base Mobilité pour vaquer à les occupations lucratives		
Filles et jeunes femmes (14-35 ans)	Enrôlement forcé ou volontaire dans les groupes armés, banditisme, criminalité Violence sexuelle et basée sur le genre : viols, mariage précoce et forcé, grossesses précoces, mutilations génitales féminines, esclavage sexuel, obligées de se soumettre à des transactions sexuelles pour la survie de leur famille Subissent les traumatismes de la guerre, les violences sexuelles et basées sur le genre S'adonnent à des activités illicites et dangereuses Stigmatisation des filles anciennes combattantes, considérées comme sexuellement compromises, d'où vulnérabilité à d'autres recrutements par les groupes armés Absence d'appui à leur réintégration	Griefs contre les autorités pour absence de service et protection contre les violences, de justice, l'impunité	La pacification du pays Intégration dans l'armée pour certains anciens combattants Participation aux décisions les concernant, relatives à la sécurité, et la cohésion sociale	La sécurité, services sociaux de base (logement, écoles, santé y compris conseils psychosociaux, mobilité, emploi, formation Connaissance, aptitude.	Absences dans les instances de prise de décision	Artisanes de paix, participent initiatives d'éducation à la paix, de médiation et de cohésion sociales des organisations des jeunes Risque de reprise des armes et de rejoindre les gangs si leurs griefs perdurent
Garçons et jeunes hommes (14-35 ans)	Chômage, manque d'éducation, désœuvrement, traumatisme de la guerre Enrôlement forcé ou volontaire dans les groupes armés par désespoir	Griefs contre les autorités pour absence de service et protection contre les violences	La pacification du pays	La sécurité, services sociaux de base, mobilité, emploi, formation	Absences dans les instances de prise de décision	Artisans de paix, participent initiatives d'éducation à la paix, de médiation et de

¹³ Motivations exprimées par les femmes dans l'Etude sur le rôle des femmes dans la consolidation de la paix, OXFAM, 2018

¹⁴ Motivations exprimées par les femmes dans l'Etude sur le rôle des femmes dans la consolidation de la paix, OXFAM, 2018

	Banditisme, criminalité		Intégration dans l'armée pour certains anciens combattants	Le relèvement durable est possible si seulement le processus de paix et reconstruction les outille de connaissance, aptitude et la confiance pour bâtir une vie décente.		cohésion sociales des organisations des jeunes Risque de reprise des armes et de rejoindre les gangs si leurs griefs perdurent
Les OSC de : femmes	Occupation du territoire par les groupes armés Violation des droits humains des enfants, filles, garçons, hommes et femmes par les groupes armés Manque de capacité de l'état à assurer la sécurité de la population Absence de services de base Certaines victimes isolées sans accès humanitaire Non-respect de tous les engagements des fora (Bangui et Bruxelles) et des accords de paix : besoins des victimes, des groupes vulnérables non satisfaits, impunité, manque d'accès à la justice des victimes Mauvaise gouvernance des ressources de l'état, de la sécurité Insuffisance de représentation des femmes dans les instances de décision et dans la vie politique, et publique	La paix durable à travers une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité, des ressources, les capacités des institutions de l'état à répondre aux besoins de la population surtout des femmes, filles, garçon et groupes marginalisés, l'équité l'accès et le contrôle des ressources, L'application des lois, Des ressources pour la mise œuvre des politiques et stratégies nationales surtout dans le secteur de la sécurité,	l'élimination des lois discriminatoires, changement de mentalités en faveur de l'égalité genre L'application effective de la résolution 1325	Environnement sûr, paisible et liberté de mouvement pour mener leurs activités lucratives, éducatives Autonomisation des femmes et des filles Capacités organisationnelles et financières Réinsertion socioéconomiques des jeunes femmes et filles anciennes combattants et affectés par les conflits	Plaidoyer , lobbying	Initiatives de paix des organisations de femmes au niveau national y compris les jeunes femmes leaders et de leurs représentations locales de sensibilisation pour l'acceptation et le soutien de la population à l'APR Négociation, plaidoyer, médiation pour la mise en œuvre de mesures contribuant la réduction des facteurs et cause des conflits et de la violence.
jeunes	Forte présence des jeunes au sein des groupes armés Déstructuration du système éducatif, for taux d'analphabétisme	Paix et sécurité durable, bonne gouvernance Contribution à la consolidation de la paix	L'application effective de la résolution 2250 Politiques et lois efficaces de promotion de la jeunesse Participation à la définition des politiques, notamment celles concernant la jeunesse, à la consolidation de la paix à la définition de politiques de sécurités Participation au processus de consolidation de la paix, à la lutte contre l'extrémisme violent	Environnement sûr et paisible pour mener leurs activités lucratives, éducatives et récréatives Autonomisation des jeunes Capacités organisationnelles et financières Réinsertion socioéconomiques des jeunes anciens combattants et affectés par les conflits		Participation l'éducation à la, la cohésion sociale et la réconciliation dans leurs quartiers et communautés à travers les comités de paix et les représentations locales de du Conseil National de la Jeunesse Engagement auprès des autorités et des jeunes des groupes armés en faveur de la paix
Les CLPR, CRVR, CPC,		Promeuvent la paix , la sécurités au sein des communauté	La pacification du pays			Favorable aux négociations

Le projet appuie les organisations de femmes, de jeunes et sensibles au genre à exploiter leur potentiel de consolidation de paix, les connecteurs et forces favorables à la paix et aux droits humains pour lever les stéréotypes, transformer les rapports de pouvoir et d'influence en faveur de la participation des femmes et des jeunes pour contribuer à la sécurité des communautés et influencer les transformations au sein des instances de gestion, de gouvernance et de contrôle de la RSS pour la rendre la RSS sensible au genre. L'approche consiste ainsi en des actions de renforcement des capacités des organisations des femmes afin de les outiller à s'engager auprès des différents acteurs pour des changements structurels au niveau communautaire et du plaidoyer au niveau national en faveur de la réduction de l'insécurité, des inégalités et des réparations aux victimes. Les actions d'engagement communautaire comprennent également des services de protection et d'appui aux activités socioéconomiques en faveur des victimes, des jeunes filles et jeunes hommes et garçons afin de contribuer à la réduction des frustrations, souvent à l'origine de l'escalade de violence dont les principales victimes sont les femmes, les filles et les groupes marginalisés.

- b) Expliquer succinctement la manière dont le projet est en phase avec et appuie les **cadres stratégiques du Gouvernement et des Nations Unies**, et promeut l'appropriation nationale et comment le projet se base sur une phase précédente, le cas échéant, et/ou profite des **enseignements pertinents**.

Le projet s'inscrit dans le pilier 1 du plan national de redressement et de consolidation de la paix en République Centrafricaine (RCPCA), à savoir *Restaurer la paix, la Sécurité et la Réconciliation Nationale*. Il contribue aux composantes: "Promouvoir la stabilité par la réforme du secteur de la sécurité" et "Reformer l'institution judiciaire et promouvoir la fin de l'impunité". Il contribue également au plan national de mise œuvre de la résolution 1325 sur Femmes, Paix et Sécurité au niveau des objectifs relatifs à l'accroissement de la participation des femmes aux instances de prise de décision en matière de prévention, de gestion et de résolution des conflits, de prévention des violences .

L'action du projet complète celles appuyées par le Peacebuilding fund en RCA, notamment le plaidoyer pour l'inclusion des femmes dans la vie publique et politique, le projet de réduction des violences communautaires, l'appui à l'Unité Spéciale Mixte de Sécurité (USMS) et à la Coordination Nationale de la Réforme du Secteur de la Sécurité.

Le projet vise à contribuer à la réforme du secteur de la sécurité afin qu'elle inclut le mieux possible la thématique genre.

Les actions de plaidoyer et de lobbying qui seront portées par le réseau national des OSC cibleront les différents départements ministériels en charge de la mise en œuvre de la RSS, à savoir les ministères Coordination du DDRRR/RSS, de la défense, sécurité et de l'intérieur, des eaux et forêts, de la justice, des finances, de la communication, mais également les groupes parlementaires en charge de la RSS. Les résultats des analyses de politiques, lois et budgets seront restitués à ces autorités lors des ateliers qui les engageront dans le dialogue avec les OSC sur les améliorations du cadre politique et législatif sécuritaire et du plan national RSS ainsi que l'allocation adéquate de ressources pour assurer l'accès équitable des femmes et des hommes à la sécurité et à la justice. Par ailleurs, les capacités des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre seront renforcées pour poursuivre le contrôle démocratique de la RSS au-delà du projet pour assurer que les bonnes pratiques qui seront développées grâce aux concertations entre elles et les instances locales de sécurité soient maintenues et contribuent à améliorer les pratiques et services. En appui à cela, le projet prévoit aussi de renforcer les capacités des points focaux genre du secteur de la sécurité afin qu'ils renforcent à leur tour les capacités des autorités et instances locales de sécurité (CMOP, CTS, USMS) ainsi que les FDSI à l'intégration du genre dans leurs plans, mesures et services. L'appui aux points focaux genre les outillera aussi à s'engager avec les OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre pour appuyer leur action de mobilisation sociale et de veille citoyenne des forces de sécurité et produiront régulièrement des rapports de suivi à la Coordination RSS pour capitalisation.

La Coordination RSS sera impliquée à toutes les étapes de la mise en œuvre du projet et jouera un rôle primordial dans la capitalisation et la pérennisation des acquis, la multiplication et la réplique de l'expérience du projet

- c) Un résumé des **interventions existantes** dans le secteur de l'intervention proposée en remplissant le tableau ci-dessous :

Nom du projet (durée)	Donateur et budget	Axes thématiques du projet	Différence / complémentarité avec la proposition actuelle
Engager la société civile dans le contrôle démocratique de la RSS	Ministère Néerlandais des Affaires Etrangères Budget : 797.000 Euros (2017-2020)	- Renforcer les capacités des organisations de la société civile sur la RSS et la formation d'alliance - Appuyer les OSC à influencer les acteurs clés de la RSS au niveau de	La présente proposition s'appuie sur les acquis de ce projet et le complète : les OSC nationales dont les capacités ont été renforcées par le Réseau Africain sur la Réforme du Secteur de la Sécurité seront appuyées à mettre en place ou rejoindre le réseau national des OSC

		l'Union Africaine et de la CEMAC	actives dans la RSS, dont le processus de création est enclenché.
Mise en place des Unités Spéciales Mixtes de sécurité	Budget : 5 Millions dont 3 Millions de UN Peacebuilding Funds	- Appui à la mise en place des Unités Spéciales Mixtes de Sécurité, leur formation et déploiement sur le territoire national	La proposition actuelle contribue à l'intégration du genre au sein des USMS, leur rapprochement avec la population en général et les groupes de femmes et de jeunes en particulier dans les zones du projet
Projet d'appui à la consolidation de la paix, la réconciliation nationale et la résolution pacifique des conflits en RCA - Renforcement de l'engagement des organisations de la société civile dans le secteur de la sécurité en RCA	Mise en œuvre par Dan ChurchAid sur financement de l'Union Européenne Budget: 2 779 744 Euros	<p>Objectif général du projet : Améliorer la situation sécuritaire par la participation de la société civile au processus de Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) en République Centrafricaine</p> <p>Objectifs spécifique 1 : Renforcer les capacités/connaissances des Organisations de la Société Civile (OSC) pour leur permettre de contribuer de façon significative au processus de RSS.</p> <p>Objectif Spécifique 2 : Renforcer la sécurité et la cohésion sociale à travers des initiatives locales et nationales conduites par les OSC et les Organisations Communautaires de Base (OCB).</p> <p>Objectif spécifique 3 : Renforcer les partenariats entre les différents acteurs de la société civile (organisations, associations, coalitions, médias etc.) dans le domaine du RSS, entraînant une maximisation des efforts collectifs et de l'impact sur la sécurité en RCA.</p>	<p>Dans le cadre de son projet DCA appuie ses OSC partenaires à mettre en place une plateforme nationale des OSC autour de la RSS. OXFAM de concert avec l'African Security Sector Reform Network (ASSN) et CORDAID ont encouragé leurs OSC partenaires respectives à entreprendre des démarches pour la mise en place d'une plateforme nationale des OSC actives dans la RSS. Dans la proposition actuelle, OXFAM prévoit de travailler avec tous les intervenants à encourager leurs OSC partenaires à mettre ensemble une plateforme nationale unique</p> <p>En outre, le projet DCA est en train d'appuyer la mise en place de réseaux locaux d'OSC autour la sécurité communautaire et la RSS. Là où ces réseaux seront créés, la présente proposition prévoit de renforcer le leadership des femmes et des jeunes en leur sein</p> <p>Ensuite, le projet de DCA est en train d'appuyer les communautés à élaborer des plans locaux de sécurité communautaire. La proposition actuelle prévoit d'appuyer les OSC féminines et sensibles au genre à influencer ses plans afin qu'ils incluent les besoins de sécurité de femmes et de filles, des jeunes et des groupes marginalisés</p> <p>Par ailleurs, OXFAM créera une synergie avec DCA pour la prise en compte effective des femmes, filles, jeunes et groupes marginalisés dans les actions de veille civique des OSC que DCA appuie et utilisera la documentation des données de ces initiatives pour informer les actions de plaidoyer des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre</p>

Partenariat Stratégique sur le Lobbying et Plaidoyer en RCA : Trajectoire VBG	Cordaid RCA sur le fonds du Ministère des Affaires Etrangères Néerlandaises Budget : 135 825 USD (montant alloué à AFJC pour la période 2018-2020) Montant du Budget global non disponible	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer la capacité des organisations de la société civile à restaurer le contrat social entre le gouvernement et la population; - Appuyer les OSC à faire le lobbying et plaidoyer pour l'amélioration des textes en faveur de l'égalité du genre 	Le présent projet vient en appui pour soutenir les acquis déjà existents et améliorer les textes, les stratégies et les politiques en faveur de l'égalité du genre dans la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) et aussi d'appuyer la protection des personnes victimes de violence sexuelle et basée sur le genre à avoir accès à la justice et aux prises en charge multisectorielle.
Renforcement des capacités de plaidoyer des jeunes femmes leaders centrafricaines dans le domaine « Femmes, Paix et sécurité »	Fonds propres de OXFAM	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités de 11 jeunes femmes leaders issues de 5 OSC en plaidoyer pour influencer la participation des femmes dans la consolidation de la paix 	Les jeunes leaders bénéficiaires ont formé un groupe de plaidoyer sur l'objectif d'influencer la mise en place de la Commission Vérité Justice et Réconciliation afin que 50% de ses membres soient des femmes. Cette initiative de plaidoyer est complémentaire avec la proposition actuelle Le groupe de plaidoyer créera une dynamique sur laquelle la plateforme nationale RSS s'appuiera pour planifier ses actions de plaidoyer et influence

II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

- a) Une **brève description du contenu du projet** – les résultats principaux du projet, la stratégie de mise en œuvre, et comment le projet va répondre aux facteurs identifiés dans l'analyse de conflit dans la section 1 (cette section doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes).

Résultat 1: D'ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre participent mieux aux processus de réforme du secteur de la sécurité et leur capacité est renforcée

Produit 1.1 : 150 leaders féminins, jeunes et d'OSC sensibles au genre sont formé(e)s et accompagné(e)s

Activité 1.1.1 : Appui à la mise en place de réseau d'OSC féminines et sensibles au genre au niveaux local et national

Au niveau national, les OSC qui ont bénéficié de la série de formation sur la RSS dispensées par le Réseau Africain sur la Réforme du Secteur de la Sécurité en partenariat avec OXFAM, seront accompagnées dans le processus de création d'un réseau national sur la RSS. Ce processus est déjà enclenché en synergie avec d'autres avec DCA et Cordaid. Le projet renforcera le leadership des organisations féminines dans l'animation de ce réseau, notamment l'Association des Femmes Juristes (AFJC), le Réseau des Anciennes Femmes Ministres et Parlementaires (REFEMP) et l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA). La création du réseau fera l'objet de plusieurs rencontres de concertation avec toutes les OSC concernées pour s'accorder sur les termes de référence du réseau, et ses textes règlementaires. Ces rencontres seront facilitées par OXFAM, les partenaires de mise en œuvre du présent projet et les autres ONG internationales œuvrant à leur côté dans le domaine de la RSS, ainsi que la Coordination RSS. Le réseau sera créé effectivement lors d'une Assemblée Générale constitutive ou d'admission de nouveaux membres. Le réseau comptera aussi des organisations de jeunes et de défense de droits. A l'issue de la création du réseau national ou de son élargissement à de nouveaux membres, au cas où il est mis en place avant l'aboutissement de la présente proposition, OXFAM formera ses membres sur la gouvernance des réseaux et les techniques de plaidoyer.

OXFAM et les partenaires de mise en œuvre faciliteront également la création de 5 réseaux d'OSC à Bambari, Bangassou, Bossangoa, Bria et Paoua sous le leadership des organisations féminines et qui comprendront aussi des OSC de jeunes et sensibles au genre, et l'appui du réseau d'OSC à Bangui. Dans ces localités l'Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA) et le réseau des femmes leaders qui sont représentés dans toutes les villes constitueront le noyau qui va mobiliser les autres OSC pour créer les réseaux locaux. Dans les localités où des réseaux d'OSC existent déjà autour des actions de cohésion sociale ou RSS, OXFAM et ses partenaires travailleront avec eux pour créer des sections féminines en leur sein.

A l'issue de la création des réseaux locaux, le projet les formera en gouvernance associative, le réseautage et plaidoyer

Activité 1.1.2 : Formations sur le genre, les résolutions 1325, 2250, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'endroit des femmes et la RSS

Un curriculum de formation va être développé en parcours de formation au profit des 6 réseaux (1 national et 5 locaux) :

- Un parcours portant sur le genre, les textes juridiques internationaux et nationaux en faveur des femmes et des jeunes : les résolutions 1325 et 2250, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- Le deuxième parcours portera sur la RSS, la politique nationale de sécurité, la RSS et le genre

- Le parcours réseau et plaidoyer comprenant le leadership, le réseautage et la gouvernance des réseaux, le plaidoyer et l'influence sera dispensé immédiatement après la création des réseaux.

Les formations seront séquencées de telle sorte que les participant/es comprennent leurs droits, la RSS, soient en mesure d'analyser les textes en lieu avec leur vécu et pour pouvoir identifier les problèmes de plaidoyer : 90% des participants à ces formations seront des femmes et des filles de 18-35 ans

Activités 1.1.3 : Appui-conseil continu à 6 réseaux d'OSC féminins et sensibles au genre

Les 6 réseaux recevront des appui-conseils continus dans l'élaboration de leur plan de plaidoyer, leurs messages de plaidoyer, les plans d'actions de leurs activités d'appui aux activités socioéconomiques et la mise en œuvre et le suivi-évaluation de ces actions.

Résultat 2 : D'ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre s'engagent avec les communautés et les acteurs de consolidation de la paix, de la sécurité et de développement en faveur de mesures sécuritaires inclusives et l'accès équitable aux services dans les zones du projet.

Produit 2.1 : 2 rapports d'analyses sensibles au genre de la dynamique de la violence, des conflits et de la perception des communautés sur la sécurité

Ces deux analyses permettront aux OSC féminines d'affiner l'analyse des problèmes et des acteurs, des dynamiques des conflits, de la violence et des problèmes de sécurité à l'échelle communautaire. Les résultats informeront leurs actions d'engagement communautaire, plus précisément les thèmes des campagnes de plaidoyer et de dialogue intergroupe, communautaire et avec les instances de communauté, les acteurs qui seront ciblés, les messages qui seront véhiculés et les tactiques à utiliser. En somme, la stratégie de ces activités sera peaufinée suivant les problèmes, expériences vécues, la position, les besoins, intérêts, la nature des rapports de pouvoir, les acteurs présents ou impliqués dans les conflits, la violence et la sécurité et la perception des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés vis-à-vis de ces acteurs.

Activités 2.1.1: Formation du staff et des leaders des OSC de femmes, de jeunes et sensibles au genre, des comités locaux de paix, sur la collecte des données de sécurité et l'analyse des conflits

Dans le souci d'assurer la participation des leaders des OSC, plus particulièrement les femmes et les jeunes dans l'analyse des dynamiques de conflits dans leurs localités, leurs perceptions sur la sécurité et les forces et instances de sécurité, ces derniers recevront une formation qui leur permettra de se familiariser avec les outils de base en la matière. Les outils de base de l'analyse des conflits dont elles seront outillées comprennent la cartographie des conflits, tensions et violence, l'analyse du contexte, l'analyse des causes de conflits (les causes structurelles, immédiates, les déclencheurs), la cartographie et l'analyse des acteurs et l'analyse des dynamiques des conflits. Ces outils comprendront aussi les outils d'analyse. 90% des participant/es à ces formations seront des femmes et des filles.

Activité 2.1.2 : Réalisation de deux analyses sensibles au genre des conflits et des perceptions sur la sécurité et 6 ateliers de restitution

Une analyse sensible au genre de conflit et de la violence est nécessaire pour donner une situation actuelle et contextualisée des facteurs de conflits tels que perçus par les femmes, les hommes, les filles, les garçons, les personnes les plus marginalisées dans chacune des 5 zones cibles du projet. L'analyse des dynamiques des conflits consistera à faire la cartographie des conflits, de la violence, des tensions intercommunautaires et personnelles dans chaque zone, l'analyse du contexte, l'analyse des causes profondes et les facteurs de conflits, des conflits tels que perçus par les populations, surtout les femmes, filles, les jeunes hommes et garçons, les minorités et groupes les plus marginalisés, les déclencheurs de conflits violents, la cartographie des acteurs, leurs intérêts et leurs besoins. L'analyse portera sur les dynamiques des conflits, la violence et la sécurité notamment sur les liens entre les causes du conflit et le contexte, entre les conflits communautaires et le conflit au niveau national, le rôle des acteurs identifiés par les communautés dans le conflit et la consolidation de la

paix, les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, leurs forces et leurs limites, les capacités endogènes en matière de consolidation de la paix, les valeurs culturelles et religieuses qui promeuvent la paix dans les différentes communautés, les rapport de pouvoir genre, l'impact des conflits sur les femmes, jeunes, et personnes minoritaires et marginalisées et sur les rapports genre, la formulation de solutions par les acteurs pour réduire les facteurs et les causes profondes de conflits.

L'analyse situationnelle de la sécurité consistera à identifier et analyser les différentes formes d'insécurité telles que perçues par les femmes, les jeunes, les personnes les plus marginalisés dans les 5 localités, comment les rôles genre affectent la sécurité des différents types d'acteurs, leurs perceptions sur les services de sécurité, les forces de sécurité et les instances en charge de la sécurité notamment les CMOP, les CTS, les USMS, les FDSI, leur rôle dans la sécurité en général et la sécurité et l'insécurité communautaire. Leurs besoins et les vulnérabilités des différents acteurs en matière de sécurité seront aussi identifiés et analysés. Enfin, le rôle joué par les femmes et des jeunes dans la promotion de la sécurité dans leurs communautés respectives sera analysé.

Activité 2.1.3 : Restitution des résultats des deux analyses

Les résultats de l'analyse sensible au genre des conflits seront restitués dans les 5 zones aux acteurs clés ayant un rôle d'influence dans les rapports genre au sein des communautés des zones, mais aussi des représentants des associations féminines, des jeunes, des minorités, des instances communautaires, traditionnelles et officielles de consolidation de la paix, des autorités locales et des différentes instances de sécurité (CMOP, CTS, USMS, FDSI).

La restitution des résultats de l'analyse situationnelle de la sécurité inclura tous les acteurs ci-dessus cités dans les 5 zones ; les résultats seront également restitués aux autorités nationales impliquées dans la mise en œuvre et le contrôle démocratique de la RSS et les membres du réseau national des OSC intervenant dans le contrôle démocratique de la RSS.

Ces ateliers ouvriront le dialogue aux différents niveaux sur la politique nationale, le plan national RSS, la gouvernance de la sécurité et les mesures et services de sécurité.

Produit 2.2 : 30 000 personnes mobilisées pour le changement de comportement, le dialogue entre groupes de femmes, entre ceux-ci et les acteurs locaux de paix, sécurité et développement sur l'égalité de sexe, la sécurité pour tous, l'accès aux services et les solutions pour la transformation des conflits.

Activités 2.2.1: Campagnes de mobilisation sociale

Ces campagnes comprendront des émissions radiophoniques, du théâtre forum, des activités culturelles et récréatives (musique, danse, sport). Ces activités impliqueront les femmes, les filles, les hommes, les garçons de différents groupes ethniques et religieux et seront conçues sur la base des connecteurs et des facteurs de conflits identifiés par l'analyse des conflits ainsi que les des résultats de l'analyse des perceptions sur la sécurité.

Les activités auront également un volet civilo- militaire qui impliqueront les forces de sécurité , les CTS , les USMS et les communautés, en particulier les femmes et les filles.

Activités 2.2.2 : Formation de 250 leaders communautaires, autorités locales, CMOP, CTS, USMS, FDSI sur genre et RSS

Cette formation portera sur les concepts de base du genre, notamment les rôles, les stéréotypes, préjugés et les biais genre et l'intégration d'une perspective genre dans le travail des instances et des forces de sécurité, la prise en compte des femmes et des hommes en tant que décideurs et membres du personnel des institutions de sécurité et des femmes, des hommes, des filles et des garçons en tant que bénéficiaires des services de sécurité et en tant que délinquants potentiels. Elle portera également sur les besoins de sécurité des hommes, des

femmes, des garçons et des filles et comment les identifier; le cadre institutionnel pertinent, y compris les lois et les politiques; et les méthodes pour leur application dans le travail quotidien des forces et instances de sécurité.

Activité 2.2.3 : Dialogue entre groupes de femmes et entre les femmes et les autorités locales, les CMOP, CTS, USMS, FDSI

Les thèmes, objectifs et le contenu des séances de dialogue seront guidés par les résultats de l'analyse des conflits et des perceptions de la sécurité. Des séances de dialogue seront organisées entre les femmes de différents groupes socioculturels, les hommes et les femmes, les filles et les garçons, les jeunes et les vieux. Ces échanges porteront sur les rôles et les rapports genre et leur impact sur la sécurité des femmes, filles, hommes et garçons.

Des séances de dialogue seront également organisées entre les groupes de femmes, filles et garçons et les CMOP, CTS, les CLPR, les USPM là où leur mise en place sera effective et avec les autorités locales.

Les séances de dialogue donneront l'opportunité aux différents acteurs de réfléchir sur leurs compréhensions respectives des rôles et rapports genre, les stéréotypes et préjugés comment ils affectent leurs comportements à l'égard des femmes, filles, hommes, jeunes, et groupes marginalisés et comment cela affecte les expériences respectives de la violence et de la sécurité des différents acteurs. Elles visent une compréhension mutuelle des acteurs et l'empathie pour déclencher le changement d'attitudes, de comportement et motiver les changements.

Les séances de dialogues suivront un processus qui comprendra une phase de sensibilisation des acteurs pour avoir leur adhésion à participer au dialogue, la préparation des séances avec la participation des acteurs et la facilitation des séances de dialogue

Les séances de dialogues seront facilitées par les agents de OXFAM, AFJC et URU dans leurs zones respectives. Ceux-ci seront formés dans la facilitation de dialogue. Pour les séances de dialogue entre les groupes de femmes et les CMOP, USMS, CTS et FDSI, il sera fait recours à des modérateurs plus expérimentés et avisés.

Produit 2.3 : 800 jeunes dont 720 femmes et filles appuyé(e)s

Il importe de souligner que les activités de protection dont l'identification, le référencement et la prise en charge psychosociale, médicale juridique et judiciaire initialement prévue dans la note conceptuelle ne sont pas retenues dans la proposition complète. Bien que la prise en charge psychosociale, médicale, juridique et judiciaire des femmes, filles, jeunes et hommes victimes des violences sexuelles et basées sur le genre contribue à réduction des rancœurs, des frustrations à l'origine des tensions qui peuvent dégénérer en escalade de violence, nous privilégions le plaidoyer pour que les services en la matière soient accessibles, au lieu de les délivrer directement dans le cadre de la proposition actuelle. Toutefois, nous retenons l'appui à la réinsertion socioéconomique des jeunes pour contribuer à réduire les facteurs de conflits et également comme moyen de mobilisation des jeunes autour des valeurs de paix et de résolution pacifique des conflits. Aussi le relèvement économique donnera la confiance aux femmes, filles et jeunes et hommes à participer aux activités associatives et s'engager dans les actions de plaidoyer et de dialogue.

Activités 2.3.1 : Formation de 100 jeunes dont 90 jeunes femmes et filles en création et gestion d'entreprises
Les jeunes filles et garçons sont la couche la plus vulnérable et exposée aux risques de délinquance, d'enrôlement dans les groupes armés et de prostitution comme expliqué dans le tableau d'analyse des acteurs. Pour un relèvement durable les jeunes ont besoins d'être outillé pour reprendre confiance en eux-mêmes, à leurs communautés et aux autorités afin de mener une vie décente. Ce qui contribuera à la cohésion sociale à réduire l'insécurité dans les communautés. L'objectif de cette activité est de renforcer les capacités des jeunes hommes, femmes, filles et garçons de 18 -35 ans, issus des organisations des jeunes afin de les outiller à accompagner les membres de leurs organisations dans la création et la gestion de leurs micro entreprises collectives et individuelles. Il s'agira de fournir la formation et l'appui-conseil et l'orientation aux bénéficiaires

dans le choix des idées de projet et/ou options d'activités économiquement viables, le montage des projets et la mise en place de procédures et d'outils de gestion et de suivi des projets.

Activités 2.3.2 : Appui aux activités socioéconomiques de 800 jeunes dont 720 filles

Comme dans tout contexte post-conflit, l'emploi est la clé d'un retour rapide à la stabilité, condition indispensable pour la réintégration, la relance économique et une paix durable, donc le retour de la sécurité. Il est donc important de créer les conditions favorables au processus de réintégration durable des communautés affectées par les conflits et de canaliser positivement la force de la jeunesse à travers des activités ayant pour but l'auto-prise en charge économique et la promotion de la cohésion sociale.

Des groupements et organisations féminins et de jeunesse des zones du projet seront outillés et appuyés pour la création de micro-projets économiques pour leurs membres. Les jeunes formés en entrepreneuriat seront encouragés à inciter les autres jeunes à la création de micro-projets économiques collectifs fédérateurs tout en accompagnant les projets individuels. Une fois les projets montés, les bénéficiaires recevront des kits pour le démarrage de leurs activités et seront accompagnés dans la gestion et le suivi de leurs micro-projets économiques collectifs et individuels.

Résultat 3 : D'ici juin 2021, un réseau national d'OSC sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et législatif sécuritaire et judiciaire en faveur de tous.

Produit 3.1 : 1 Inventaire des politiques et lois, 5 analyses de politiques, et 15 rencontres de lobbying réalisés par le réseau des OSC auprès des autorités nationales

Activité 3.1.1 : inventaire des politiques et lois nationales relatives au secteur de la sécurité et au genre

Il sera d'abord procédé à un inventaire et la compilation des textes de lois, politiques nationales, des conventions ratifiées par l'Etat centrafricain régissant la sécurité et l'égalité genre. Cet inventaire servira de point de départ pour la plateforme nationale pour s'engager auprès des autorités nationales du secteur sur la question de l'intégration du genre dans la RSS et le début du dialogue sur la nécessité d'une éventuelle révision de certains instruments.

Activité 3.1.2 : analyse des politiques, lois et budgets

A partir de l'inventaire, les lois, politiques et budgets à analyser seront identifiés de façon participative par les OSC féminines et de jeunes qui seront membres du réseau national. Ces textes seront analysés pour identifier les lacunes, les dispositions discriminatoires et les failles qui renforcent les inégalités d'accès et participation aux services de sécurité et justice basée sur le genre. L'analyse des budgets permettront de déterminer leur degré de sensibilité au genre. Des recommandations seront faites pour guider les actions de plaidoyer au niveau national.

Activités 3.1.3 : Réalisation d'ateliers de restitution des résultats des analyses politiques, lois et budgets et des bonnes pratiques et dysfonctionnement des services de sécurité pour définir des propositions d'amélioration

Lors des ateliers les membres du réseau national restitueront les résultats des analyses aux autorités nationales représentant les départements ministériels clés. Les échanges viseront à obtenir l'engagement des autorités à prendre des mesures d'amélioration du cadre politique et législatif qui seront recommandées lors des ateliers.

L'inventaire des instruments juridiques et leur analyse offre l'opportunité à la plateforme nationale des OSC d'ouvrir le débat avec les acteurs institutionnels sur l'impact du genre sur la sécurité et commencer le dialogue sur les perspectives d'amélioration du cadre législatif et politique de la sécurité.

Au moins un atelier sera consacré à la restitution et aux réflexions sur les données de veille civique de la société civile et de contrôle des CMOP, USMS, CTS et FDSI par les points focaux genre du secteur de la sécurité. Les données de cette veille et du contrôle du secteur de la sécurité seront compilées avec le concours d'acteurs telles que les OSC appuyées par le projet de DCA et celles compilées par la Coordination RSS à travers les points focaux genre. Ces réflexions permettront de tirer des leçons de la mise en œuvre de l'APR, plus spécifiquement des prestations des CMOP, des CTS et des USMS mais également leurs rapports avec les populations en général et les femmes, les jeunes, les populations marginalisées en particulier.

Produit 3.2 : Produit 3.2 : actions de Plaidoyer et lobbying réalisées par la plateforme nationale des OSC engagées dans la RSS

Activité 3.2.1 : Réalisation débats spots télévisuels, posters et prospectus sur le genre et la RSS au niveau national

Les thèmes des spots et débats télévisuels, posters et prospectus seront orientés par les résultats de l'analyse des instruments politiques et juridiques du secteur de la sécurité et relatifs au genre. Les données de veille citoyenne au niveau local au niveau local feront également l'objet des débats télévisuels. Les débats télévisuels impliqueront des autorités et les acteurs de la société civile, en particulier les femmes et les jeunes sur des questions clés relatives à la prise en compte du genre dans la RSS.

Activité 3.2.2 : Lobbying pour améliorer le cadre politique et législatif

Les femmes et jeunes leaders entreprendront des rencontres de lobbying avec les décideurs clés sur les mesures d'améliorations identifiées lors des ateliers de restitution des résultats de l'analyse des lois, politiques et budgets et de veille citoyenne. Elles seront appuyées dans la formulation de messages et notes de plaidoyer.

Aussi OXFAM et le Réseau Africain sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (ASSN) vont utiliser leurs réaux pour promouvoir la voix des OSC centrafricaines à travers par exemple des messages de plaidoyer aux instances régionales tel que la communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, l'Union Africaine et les Nations Unies. L'attention internationale pourrait avoir un impact sur la réponse des acteurs nationaux au plaidoyer.

Produit 3.3.3 : Les points focaux genre de la RSS engagés auprès des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre

Activité 3.3.1 : Formation des formateurs au profit des points focaux genre du secteur de la sécurité sur genre et RSS

Cette activité comprend une formation approfondie des points focaux genre des différents départements du secteur de la sécurité sur le genre et l'intégration du genre dans la RSS. En plus de la formation de base sur le genre, leur formation portera sur l'analyse genre, les droits humains, le contrôle démocratique, la rédaction de rapports et des outils de formation des formateurs, de suivi, d'investigation pour les outiller à former à leur tour les membres de instances sécurité au niveau local et à appuyer le travail d'engagement des OSC féminines auprès de ces instances.

Activités 3.3.2 : Appui aux points focaux genre du secteur de la sécurité pour la formation en cascade des CMOP, CTS, USMS et FDSI et l'accompagnement des initiatives de contrôle démocratique des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre

Les points focaux genre recevront des moyens financier et logistique (équipement informatique et matériel roulant) pour leur permettre d'apporter leur appui aux activités des OSC féminines, d'effectuer le travail de contrôle dans les zones du projet et documenter ce travail.

Activité 3.3.3 : collecte de bonnes pratiques et des défis de prise en compte du genre au niveau des CMOP, CTS, USMS et FDSI par les points focaux genre et capitalisation par la Coordination RSS

Les points focaux collecteront les bonnes pratiques mais également les dysfonctionnements relatifs à leurs réponses aux besoins de sécurité des femmes, filles et personnes marginalisées et les documenteront. Ils fourniront des rapports trimestriels à la coordination RSS pour capitalisation.

- b) Fournir une **théorie du changement pour le projet** – expliquer le type de changement attendu par le projet et comment les interventions envisagées vont mener aux résultats et pourquoi ces interventions ont été choisies. Indiquez les hypothèses qui informent la théorie du changement.

(Note: Le changement peut se produire par le biais d'approches diverses et variées, par exemple la cohésion sociale peut être favorisée par le dialogue ou par les opportunités d'emploi ou la gestion conjointe des infrastructures. Comment avez-vous choisi votre approche de programmation et selon quelles hypothèses ?)

Si les capacités des femmes sont renforcées et leur participation au processus RSS est améliorée, alors les préoccupations sécuritaires des femmes, filles, hommes, jeunes et populations marginalisées seront prises en compte dans les plans locaux de sécurité des communautés et des CMOP, CTS, USMS ; ce qui contribuera à améliorer le processus RSS, réduisant les violences et renforçant la cohésion sociale dans les communautés cibles et de manière générale. Parce qu'à travers le dialogue constructif et l'engagement mutuel à différents niveaux, tous les acteurs impliqués, surtout les hommes, les garçons, les leaders communautaires et les décideurs aux niveaux des instances de sécurité briseront les stéréotypes et les préjugés ; et le consensus va croître entre les OSC féminines et sensibles au genre et les décideurs ainsi que les acteurs nationaux sur les moyens d'adresser les inégalités socioculturelles et structurelles qui exposent davantage les femmes, les filles, les jeunes et les groupes les plus marginalisés à l'insécurité et à la violence.

- c) **Cadre des résultats du projet**, indiquant tous les résultats attendus du projet, les produits, les activités, y compris les indicateurs de progrès, niveau de référence, cibles, (doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Annexe B à compléter – il n'est pas nécessaire de rajouter ici une explication narrative.
- d) Le **ciblage des bénéficiaires** et le **ciblage géographique** du projet – donnez la justification relative aux choix des zones d'intervention géographiques du projet, le nombre approximatif et les critères de sélection des bénéficiaires, le calendrier de mise en œuvre des activités, les mesures prises pour assurer la cohérence entre les résultats et toute autre information pertinente concernant l'approche de mise en œuvre (qui doit intégrer les questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Il n'y a pas besoin de répéter ici tous les produits et toutes les activités du projet qui sont dans le Cadre des résultats.

Ciblage géographique

Le projet sera mis en œuvre dans les 6 zones d'intervention de OXFAM, d'AFJC et d'URU à savoir : Bambari, Bangassou, Bossangoa, Bria, Bangui et Paoua. Les quatre premières villes font partie de la zone de fracture entre les Ex-seleka et les anti- Baraka, subissent la présence continue des groupes armés et des incursions des éléments du LRA. Ces villes et les zones environnantes abritent un nombre important de personnes déplacées qui vivent dans la précarité matérielle et sécuritaire et sont toujours en proie à des tensions intercommunautaires.

Bangui abritera les activités du réseau national des OSC actives dans la RSS. Paoua est une zone témoin, les progrès réalisés dans la stabilisation de la zone serviront pour les échanges d'expériences avec les autres zones.

Aussi, elle subit les effets des combats entre groupes armés et des attaques ciblées contre la population et abrite 65 000 déplacés internes toujours traumatisés.

Ciblage des bénéficiaires

Les bénéficiaires directs sont 33 857 personnes qui seront touchés par les formations (505), les séances de dialogue (2 152), l'assistance directe (800), à savoir des activités d'insertion socioéconomique, les activités de mobilisation communautaire (3 000). 90% des bénéficiaires des formations au profit des OSC et des appuis directs aux activités socioéconomiques seront des femmes et des filles, à savoir 720 sur 800. Il s'agira des membres des organisations féminines, de jeunes et sensibles au genre aux niveaux local et national. Pour les activités de mobilisation sociale, 50% du groupe-cible à savoir 15 000 seront des femmes et des filles.

Au moins 70% des bénéficiaires des activités de dialogue, de formation des leaders communautaires et des instances de sécurité et des autorités nationales du secteur de la sécurité seront des hommes. Le pourcentage élevé de participants hommes aux dialogues et activités de plaidoyer s'explique par le fait que les hommes sont majoritaires aux positions de pouvoir et aussi qu'ils sont les cibles des changements transformationnels visés par le projet. Par la suite ils vont devenir des alliés des organisations de défense des droits des femmes et vont appuyer leur participation dans le processus de réforme du secteur de la sécurité.

Les bénéficiaires indirects sont toutes les femmes des zones cibles dont l'accès à la sécurité sera amélioré par l'action du projet. Toute la population de ces zones et toutes les femmes centrafricaines seront des bénéficiaires indirectes une fois que le projet aura contribué à la cohésion sociale et à l'amélioration du cadre politique et législatif du secteur de la sécurité.

Les 30 000 bénéficiaires des activités de sensibilisation seront les membres des communautés des 6 localités. Les activités culturelles et récréatives cibleront les filles, garçons, hommes et femmes des différents groupes ethniques, religieux, les communautés déplacées.

Les acteurs cibles des séances de dialogue sont les acteurs en position de force dans les rapports genre et dépositaires des coutumes et croyances qui entretiennent les stéréotypes qui causes la discrimination et exposent les femmes, filles, mais aussi hommes et garçons à la violence. Ces acteurs sont les leaders communautaires, les membres des conseils de sage, majoritairement des hommes. Au total 18 séances de dialogue auront lieu avec 540 leaders communautaires dont 90% seront des hommes.

Les séances de dialogue cibleront également la catégorie d'acteurs en position de pouvoir qui ont le potentiel d'être favorable à la participation des femmes aux décisions sur la sécurité et œuvrent pour réduire les causes des conflits et la violence : ce sont les comités locaux de paix, les comités protection communautaire, de réduction de violence communautaire. 18 séances de dialogue auront lieu avec 540 membres de ces comités dont 50% de femmes et filles.

La troisième catégorie d'acteurs qui seront ceux qui sont et ou susceptibles d'être auteurs de violence ou vulnérables au recrutement pour les acteurs conduisant à la violence. Les jeunes hommes et filles des communautés marginalisées en chômage, désœuvrés, anciens combattant, victimes, et ayant subi des traumatismes. 18 séances de dialogue seront également organisées avec 540 participants dont 50% de jeunes femmes et filles. La sélection de ces participants sera faite avec les leaders communautaires, les autorités et les services psychosociaux pour minimiser les risques de violence pendant les séances de dialogue

Le quatrième groupe concerné ciblé par les séances de dialogue comprend les autorités locales, les instances, en charge de la mise en œuvre des mesures transitoires de sécurité, à savoir les comités de mise en œuvre préfectoraux (CMOP), les comités techniques de sécurité (CTS) là où ceux – ci existeront, les comités de sécurité urbaine (CUS) et locaux de sécurité (CLS), les unités spéciales mixtes de sécurité (USMS). 18 séances de dialogue se teindront entre 216 femmes et jeunes leaders et 216 représentants de différentes instances de sécurité, soit 532 participants dont 60% de femmes.

Les bénéficiaires directs des activités de plaidoyer et lobbying au niveau national sont 110 participants aux ateliers de restitution des analyses de politiques, lois et budgets composés de 50 autorités, 20 points focaux genre et 40 membres du réseau national :

- Autorités occupant des postes clés au sein des départements ministériels en charge des questions de sécurité, 50% de femmes
- Membres des groupes parlementaires traitant les questions de RSS, 50% de femmes
- Leaders clés des OSC membres du réseau national RSS des OSC, 80% de femmes et filles leaders des OSC féminines et de jeunes

Les bénéficiaires directs seront sélectionnés à travers les leaders communautaires, les autorités locales, les responsables des instances de sécurité, les services de prise en charge psychosociale et les organisations de la société civile de façon participative avec l'implication de l'ensemble des membres des communautés. Les critères de sélection seront définis en assemblée générale et l'identification et la sélection effective seront confiées à des comités dont les membres seront choisis par les communautés et qui consulteront les leaders communautaires et rendront compte aux membres des communautés tout au long du projet. Le choix des bénéficiaires tiendra compte de l'analyse des conflits et des risques pour éviter de nuire pendant l'identification et le choix des bénéficiaires. Oxfam RCA a deux approches de travail en protection axées sur le "safe programming" et la "protection à base communautaire" qui seront utilisées dans le cadre ce projet. L'approche Safe programming sera priorisée pour la mise en œuvre de ce projet. Assurer l'accès de nos bénéficiaires en toute sécurité à nos services fait partie intégrante de nos engagements. Surtout dans la phase de mise en œuvre des activités socioéconomiques, les potentiels bénéficiaires seront exposés à des risques d'exploitations, d'extorsions, d'abus et peuvent susciter des conflits inter communautaires vu le contexte déjà difficile où la cohabitation entre les communautés est mis à mal. Au niveau institutionnel, Oxfam dispose des outils d'analyse des risques et des ressources humaines ayant des connaissances et capacités techniques pour mener des analyses des risques et mettre en place des mesures de mitigation. Plusieurs activités de mitigation sont prévues, parmi lesquelles l'exécution des analyses des risques dans les quartiers avec l'implication active des différentes parties prenantes, l'exécution des rencontres communautaires d'informations avec les bénéficiaires tout au long du déroulement du projet, l'exécution des séances de discussions approfondies avec les autorités locales sur les valeurs d'Oxfam, les principes de redevabilité et nos engagements pour la protection des bénéficiaires y compris quelques articles du code de conduite. Aussi, plusieurs sessions d'informations sur la gestion des conflits et une campagne d'informations seront menées auprès des bénéficiaires sur la disponibilité et l'utilisation des moyens de communication (ligne téléphonique, boîte à suggestions) considérés comme des mécanismes de plaintes et de feedback déjà opérationnel chez Oxfam.

III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) **Organisations bénéficiaires et partenaires de mise en œuvre** – indiquez les agences bénéficiaires directes et leurs partenaires de mise en œuvre (internationaux et locaux), clarifier qui est l'agence chef de file, et expliquer ces choix, sur base des mandats, expertise, connaissance du terrain local, et capacités existantes. Veuillez remplir le tableau ci-bas pour chaque organisation bénéficiaire du projet.

Organisation bénéficiaire	Budget total dans l'année précédente	Sources principales du budget (donateurs etc)	Emplacement des bureaux dans le pays	Nombre de personnel existant (et combien dans les zones du projet)	Experts techniques existants pertinents au projet
OXFAM	10 211 108€	Fonds Bêkou, BMZ, ECHO, Fonds Humanitaire GFO, Nous	Bangui avec des bases à Bria, Paoua, et Batangafo Bangassou (<i>en cours d'ouverture</i>)	187 employés, Bria : 42 Paoua : 65 Bangui 45	- La Manager du Programme Bonne Gouvernance de OXFAM avec une expertise en consolidation de la paix et transformation des conflits, droits humains, Bonne Gouvernance, renforcement

		Cims, PNUD, OFDA, SCD, SIDA			des capacités de la société civile et le plaidoyer et influence - La chargée de renforcement des capacités, avec des expériences en renforcement des capacités des OSC et la gouvernance locale.
AFJC	260 576,932 USD	OXFAM, Avocat sans Frontière Belgique, Médecin du Monde, Cordaid, PNUD, World vision, UNFPA	Bossangoa, Bangui et les environs, Berberati, Bambari, ponctuellement à Bria et Kaga-Bandoro	35 salariés composés de femmes juristes et du staff support (Comptable, Caissière, Administrateur, Logisticien, Gardiens, filles de salle) et 06 dans les zones du projet	- Chargée de programme violence basée sur le genre avec des expertises dans le domaine du genre, de la violence sexuelle et basée sur le genre et la protection des droits de la femme et aussi elle assure la formation sur la protection des droits de la femme, le genre et les VBG ; - Chargée de programme bonne gouvernance de AFJC avec des expériences en consolidation de la paix, elle assure le renforcement de capacité des leaders femmes politiques et le leadership des femmes; Responsable de la commission droit de la femme
URU	163 221USD	UNFPA NED	Bangui	6 employés	- Responsable de la communication - Responsable genre
Coordination RSS	<i>Données non disponible</i>	<i>Données non disponible</i>	<i>Données non disponible</i>	<i>Données non disponible</i>	

- b) **Gestion du projet et coordination** – présenter l'équipe de mise en œuvre du projet, y compris les postes et rôles, et indiquer quels postes seront financés par le projet, et le pourcentage du budget total. Expliquer la coordination envisagée pour le projet et les mécanismes de contrôle, y compris le lien avec le Secrétariat PBF s'il existe. Remplissez l'**annexe C** : liste de vérification pour le lancement du projet et veuillez attacher les TDRs pour les postes principaux du projet.

L'équipe du projet

Elle sera composée de 9 personnes réparties comme suit.

- **OXFAM, 4 personnes**
 - **Manager du Programme Gouvernance (25%)**, qui assurera la gestion stratégique du projet, veillera à ce que les stratégies de mise en œuvre restent consistantes par rapports aux résultats, les délais de mise en œuvre et les clauses contractuelles soient respectés, les rapports de qualité soient produits. Elle coordonnera les recherches, analyses et l'évaluation finale, ainsi que les actions de plaidoyer de la plateforme au niveau national. Elle veillera à la qualité de la mise en œuvre du projet et entretiendra les relations avec PBSO, les

partenaires gouvernementaux et mise en œuvre. Elle veillera à la gestion du financement conformément aux procédures de PBF, à un accompagnement conséquent à la plateforme nationale des OSC actives dans la RSS.

- **Peacebuilding Officer (100% à recruter)**. Elle coordonnera la mise en œuvre global du projet, planifiera les activités de concert avec les partenaires de mise en œuvre, assurera le renforcement des réseaux locaux des OSC, coordonnera les activités de mobilisation communautaire, les dialogues, assurera la liaison avec les partenaires locaux, suivra le déblocage des fonds aux partenaires, coordonnera la production des rapports périodiques. Elle assistera le travail des assistants de projets.
- **1 Assistant/te Peacebuilding (50% à recruter)** : chargé(e) de l'organisation et l'accompagnement de la mise en œuvre des activités de mobilisation communautaire et l'ensemble des activités sur le terrain.
- **1 Assistant Suivi-Évaluation (100% à recruter)** : Coordonnera la mise en œuvre du plan de suivi-évaluation et d'apprentissage sous la supervision technique du Manager suivi-évaluation de OXFAM. Il se chargera de l'élaboration des outils de suivi-évaluation, de coordonner la collecte des données de suivi-évaluation, de la formation des OSC bénéficiaires en suivi-évaluation et facilitera leurs sessions d'auto-évaluation. Il sera responsable de la compilation, l'analyse périodique et de la production des rapports de suivi-évaluation et d'apprentissage.

- **AFJC, 2 personnes**

- **Chef Projet (100% à recruter)** : Elle/il développe les stratégies de mise en œuvre, planifie les activités, fait le suivi des activités du programme. Il fait le suivi des rapports périodiques des activités mises en œuvre par AFJC.
- **Assistant Projet (100% à recruter)** : Elle ou il assiste le/la chef de projet dans la planification et la mise en œuvre des activités de terrain, planifie et coordonne les activités communautaires, produit des rapports périodiques en coordonnant avec les agents de terrain ; Supervision, l'appui technique et le renforcement des capacités des agents du projet.

- **URU, 3 personnes**

- **Directrice exécutive (50%)** : La directrice exécutive dispose de 11 ans dans la gestion de projets et d'expertise dans le domaine de la promotion de la jeunesse. Elle s'occupera de la coordination générale et de l'exécution du projet. Elle facilitera les échanges avec les partenaires et les autorités dans le cadre des actions de plaidoyer. Elle veillera à ce que les délais impartis dans la mise en œuvre et le reporting du projet soient respectés. Elle apportera une contribution importante pour la rédaction des rapports narratifs du projet.
- **Chargé de communication et mobilisation (30%)** : Dispose de trois ans d'expériences dans le domaine de la communication. Ce dernier se chargera d'organiser la communication autour du projet en développant un plan de communication en collaboration avec OXFAM et les autres organisations impliqués. Il sera le pont entre URU et les médias. Il animera les plateformes de réseaux sociaux pour promouvoir le projet. Il appuiera le responsable genre dans la mobilisation des ressources et enfin aura la charge du suivi des rapports d'activités qu'il soumettra à la Directrice Exécutive pour validation.
- **Responsable Genre (50%)** : Le responsable genre dispose d'une expérience de 6 ans dans le domaine de la promotion du genre et de la gestion de programmes et projets. Il aura la charge de la rédaction des supports de formation avec l'appui de la Directrice Exécutive. Il sera le point focal entre les bénéficiaires sur le terrain et URU.

Les termes de référence des postes clés à pourvoir et la fiche des postes et CV des occupants des postes existants sont joints en annexe.

Coordination du projet

OXFAM assurera la coordination de la mise œuvre du projet, la gestion des fonds, le renforcement des capacités des OSC locales et nationales et des acteurs de la sécurité y compris les capacités du partenaire de mise œuvre.

Les activités du projet sont réparties entre les partenaires suivant leurs domaines de compétences et leurs groupes-cibles

OXFAM mettra en œuvre les activités de renforcement des capacités organisationnelles, de réseautage et de plaidoyer des OSC, leur accompagnement dans la planification de leurs activités. Elle organisera de concert avec la Coordination RSS les sessions de formation sur genre et RSS. OXFAM assurera la responsabilité de l'ensemble des analyses et études, les revues périodiques et l'évaluation finale ainsi que l'organisation des ateliers de restitution et de capitalisation. Elle accompagnera les actions de plaidoyer de la plateforme nationale et des actions d'engagement communautaire des réseaux locaux d'OSC et les séances de dialogue dans ses zones d'intervention, à savoir Paoua, Bria, Bangassou. OXFAM convoquera et présidera les rencontres de planification opérationnelle, de suivi- bilans périodiques des activités avec les partenaires de mise en œuvre.

AFJC sera chargée du renforcement des sessions de formation des OSC sur les concepts de base du genre, sur les droits des femmes et les instruments juridiques, l'accompagnement des activités d'engagement communautaires et les sessions de dialogue dans ses zones d'interventions, à savoir Bambari et Bossangoua. AFJC appuiera également les groupements, organisations communautaires de base féminines et de jeunes dans la mise en place et la gestion de leurs activités socioéconomiques. Elle apportera un appui-conseil continu aux OSC de sa zone

URU qui est une Organisation des jeunes interviendra sur 5 zones au niveau des activités d'engagement communautaire. Elle accompagnera ses points focaux jeunes à mobiliser les jeunes autour des activités du projet. Jouera un rôle dans l'organisation des activités culturelles, récréatives et civilo-militaire et facilitera l'organisation des séances de dialogue qui impliqueront les jeunes sur l'ensemble des jeunes.

La Coordination RSS, se chargera du renforcement des capacités des points focaux genre du secteur de la sécurité et d'appuyer leur engagement auprès des OSC féminines et des CMOP, CTS, USMS et FDSI, le suivi de leurs activités et la capitalisation de données du contrôle que les points focaux effectueront.

Dès notification de la sélection finale du projet, OXFAM élaborera le plan de mise en œuvre détaillé du projet et organisera une rencontre de planification opérationnelle du projet lors de laquelle elle présentera le plan de mise en œuvre à l'ensemble des partenaires qui l'amendront et le valideront. Une fois le plan opérationnel approuvé, OXFAM élaborera les termes de références des différentes activités clés. Elle élaborera également des termes de références à l'intention de chaque partenaire. Un protocole de partenariat sera négocié et signé entre OXFAM et chacun des partenaires. OXFAM élaborera le projet de plan de communication et de visibilité du projet qui sera aussi présenté et validé lors de la rencontre de planification opérationnelle.

Pendant la mise en œuvre du projet, Oxfam transférera des tranches trimestrielles de leurs fonds. Après le déblocage de la première tranche, les tranches suivantes seront débloquées à la soumission des rapports trimestriels d'activités et financiers, les évidences de la consommation d'au moins 80% de la tranche précédente, les plans d'activités et budgets des trimestres suivants.

Après revue des rapports trimestriels, OXFAM coordonnera les rencontres trimestrielles de suivi-bilan des trimestres écoulés et de programmation de ceux à venir en tenant compte des enseignements des périodes écoulées. En plus des rencontres trimestrielles de suivi-bilan- programmation qui impliqueront l'ensemble des équipes et des manager stratégiques des partenaires, les équipes opérationnelles se rencontreront mensuellement pour le suivi et la planification conjointe des activités du mois.

OXFAM sera le principal contact avec la représentation de PBSO, assurera la gestion des relations contractuelles et assurera la liaison avec elle sur toute question technique et administrative relative au projet. OXFAM coordonnera la production des rapports techniques et financiers dû à PBSO et veillera à la qualité et au respect des exigences procédurales de PBSO et de délais de ces rapports.

Coordination générale et pilotage du projet

La coordination générale du projet sera assurée par un comité de pilotage qui sera composé des représentants de l'ensemble des partenaires du projet à savoir OXFAM, AFJC, URU, PBSO et la Coordination RSS. Les réunions du comité du pilotage se tiendront tous les trois mois.

Le comité technique de suivi sera également mis en place pour créer l'opportunité de bénéficier des apports techniques et des expériences de l'ensemble des acteurs du secteur de la sécurité afin d'améliorer la mise en œuvre du projet. Ce comité se réunira chaque semestre. Il sera ouvert à un large éventail d'acteurs des institutions étatiques, des ONGI et nationales, OSC, des Nations Unies et d'autres agences de développement : OXFAM, AFJC, URU, PSO, Coordination RSS, Plateforme nationale des OSC, MINUSCA, d'autres ONGs intervenant dans la RSS, les représentants des départements ministériels de la sécurité (Coordination DDRR-RSS, Défense Nationale, Sécurité Intérieure, Justice, Eaux et Forêts, Finances publiques/Douanes, communication ainsi que le ministère de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation).

- c) **Gestion du risque** – identifier le niveau de risque pour la mise en œuvre du projet et établir une liste des risques spécifiques en indiquant la manière dont ils seront mitigés, y compris l’approche proposée pour mettre à jour les risques et l’ajustement des activités du projet. Inclure le principe “ne pas nuire” et de mitigation des risques.

Enoncé du risque	Probabilité de réalisation	Sévérité	Mesure palliative
Dégradation de la situation sécuritaire	Moyen	Moyen	<p>Un Plan de Sécurité pays est complété par des plans locaux dans chaque base de OXFAM, lesquels prennent en compte les menaces et organisent la protection des personnes, des biens et de l'image d'Oxfam, en minimisant la probabilité et l'impact des risques associés à ces menaces. Des plans d'évacuation et d'hibernation sont en place pour les expatriés et le personnel délocalisé.</p> <p>Oxfam met en œuvre de manière continue une évaluation des risques de façon à adapter rapidement ses mesures sécuritaires et opérationnelles. Oxfam RCA a depuis son ouverture un expert international référent en Sécurité, et dispose donc de capacités de gestion de la sécurité et des risques adéquates au niveau pays.</p> <p>En cas de dégradation des conditions de sécurité, Oxfam pourra décider d'une suspension temporaire des activités dans la zone / évacuation temporaire des équipes.</p>
Limitation de l'accès aux zones ciblées par le projet pour des raisons de sécurité	Moyen	Moyen	Des mesures de sécurité spécifiques sont en place pour les équipes d'Oxfam (communication, validation des déplacements dans les quartiers chaque matin par le référent Sécurité, etc.). Afin d'accroître le soutien et la participation des communautés locales, Oxfam travaille avec des partenaires locaux, connus et respectés pour leurs réalisations passées dans la zone et qui ont un réseau large et solide de soutien au niveau local.
Dysfonctionnements ou conflits internes au sein des OSC prenant part aux activités du projet	Moyen	Bas	Oxfam accompagnera les partenaires de mise en œuvre et des OSC clés qui bénéficieront et prendront part aux activités à réaliser leur diagnostic institutionnel et élaborer leur plan de renforcement organisationnel. Les activités clés de ce plan seront intégrés dans les activités de projet. OXFAM facilitera la gestion des éventuels conflits et mettra en place un mécanisme de rencontres périodiques avec les partenaires et d'auto-évaluation des activités et de la gouvernance des différentes organisations afin d'avoir une veille sur les potentiels problèmes et de les résoudre à temps.
Réticence des leaders communautaires et d'autres décideurs clés pour faciliter la mise en œuvre des activités du projet	Faible	Faible	Avant lancement du projet, OXFAM et les partenaires de mise en œuvre informeront les acteurs clés, y compris les leaders communautaires traditionnels et religieux, les autorités locales, services techniques et les forces de sécurité sur le projet et sollicitera leur soutien pour assurer le bon déroulement des activités. Ils seront associés à toutes les activités importantes du projet. Le ciblage bénéficiaires se fera sur une analyse des risques et impliquera l'ensemble de la population en appliquant les approches de "Safe programming" de OXFAM.
Malversations et détournement des fonds du projet	Faible	Faible	Au démarrage du projet, OXFAM harmonisera avec les partenaires de mise en œuvre ses procédures de gestion financière et renforcera les éventuelles lacunes par la formation et l'introduction d'outil. OXFAM demandera des rapports financiers mensuels aux partenaires de mise en oeuvre. OXFAM fait habituellement des audits internes pour détecter rapidement des fraudes. Elle offrira à ses partenaires de mise en œuvre des formations en la matière et les appuiera à renforcer leur système d'audit interne.

- d) **Suivie / évaluation** – Quelle sera l’approche de suivi / évaluation du projet, y compris l’expertise en suivi / évaluation de l’équipe et les moyens et la chronologie pour l’analyse des données. Inclure le détail du budget alloué au suivi / évaluation, y compris pour la collecte de données de base et les données de fin de projet, et pour l’évaluation indépendante, et un calendrier approximatif du suivi / évaluation. Allouer au minimum 5 à 7% du budget du projet aux activités de suivi / évaluation, y compris les fonds adéquats.

Au démarrage du projet, nous établirons une situation de référence en faisant une analyse sensible au genre des conflits, des violences et des perceptions sur la sécurité dans les zones du projet. Le plan de suivi-évaluation du projet comportera des indicateurs et des cibles pour évaluer les progressions vers les résultats. Nous élaborerons des outils de suivi-évaluation pour collecter les données de suivi des produits des activités et évaluer les effets sur les des populations cibles. Les données quantitatives seront systématiquement désagrégées par sexes, classes d’âge et des critères socioculturels et géographiques. Nous évaluerons les effets des activités les rapport genre, les attitudes, les comportements au sein des communautés, des forces de l’ordre, les pratiques et décisions au niveau des instances communautaires, de consolidation de la paix et de sécurité, des services de prises en charge des victimes des violences. Nous évaluerons les effets du plaidoyer en analysant la sensibilité des budgets des institutions gouvernementales en charge de la stratégie RSS et la politique nationale de sécurité pour vérifier la prise en compte de prendre en compte le genre dans leurs stratégies et l’allocation des ressources aux dites stratégies, nous analyserons aussi le discours des décideurs, les progrès vers la suppression des mesures légales discriminatoires qui subsistaient avant le projet.

La mise en œuvre du plan de suivi – évaluation sera coordonnée par le responsable de suivi/évaluation du programme pays qui sera assisté par un assistant de suivi-évaluation qui sera affecté à 100% au projet et les staffs des partenaires. Le Plan de Suivi/Evaluation annexé à ce projet servira de cadre de travail pour le suivi des indicateurs du projet.

Le suivi aura lieu à un double niveau, au niveau central par la coordination du projet et au niveau communautaire par les OSC. Au niveau de la coordination, sera mis en place un mécanisme de suivi qui comprend des descentes sur le terrain, la production des rapports compilés du terrain et l’examen et la validation des fiches de suivi. Au niveau local, chaque partenaire mettra en place un mécanisme de suivi, sur la base de la fiche de suivi des activités du projet validé au niveau central. Les fiches de suivi du niveau local seront transmises au niveau central pour validation.

La production de rapports périodiques, mensuels, trimestriels et annuels, et finaux feront partie du mécanisme de suivi - évaluation du projet. En outre OXFAM et chaque partenaire de mise œuvre tiendront des rencontres périodiques de bilan de la mise en œuvre de leur composante du projet. Les 4 organisations (OXFAM et les 3 partenaires de mise en œuvre) se rencontreront à des fréquences trimestrielles pour faire le bilan de la mise en œuvre du projet en vue de capitaliser les acquis, identifier les éventuelles lacunes et goulots d’étranglement et tirer des leçons pour améliorer la suite de la programmation des activités.

La mise en œuvre de la stratégie de suivi-évaluation se fera suivant les composantes suivantes :

- a. Formation des partenaires sur le Suivi-évaluation : les partenaires suivront le module de formation en Suivi-évaluation lors d’un atelier de 2 jours afin de les familiariser aux différents concept de Suivi, Evaluation et de redevabilité
- b. Une matrice de suivi des indicateurs : établie par Oxfam et les partenaires et annexée à ce document (voir fichier Excel). Cette matrice détaille les variables à suivre pour renseigner les indicateurs, les informations à collecter (qui devront être désagrégées par sexe), quand et avec quelle fréquence seront-elles collectées, les responsables de la collecte et l’analyse et comment sera faite la dissémination de cette information. La Matrice d’identifie les exercices de collecte de données à faire sur le terrain (enquêtes) qui sont incluses dans le Calendrier d’activités S&E du projet contenues dans la matrice de suivi-évaluation ci-annexée.
- c. Établissement de la ligne de base des indicateurs : la ligne de base des indicateurs va nous permettre de connaître les valeurs des indicateurs au moment « 0 » du projet et donc avoir une référence initiale pour renseigner les indicateurs tout au long du projet et évaluer à la fin si les résultats et objectifs du projet ont été atteints.

- d. Le suivi d'activités : Un système de reporting mensuel et trimestriel est établi entre les partenaires et Oxfam afin de suivre l'évolution des activités. Ces rapports seront objet d'analyse et discussions lors des réunions trimestrielles. Les missions terrain prévues dans le cadre de suivi permettront d'apprécier aussi le niveau d'exécution des activités.
- e. Suivi de population bénéficiaire directe : les partenaires reporteront semestriellement sur le nombre de bénéficiaires atteints (désagrégée par sexe) jusqu'à la date, en utilisant les mécanismes de comptage des bénéficiaires préétablis et en assurant d'éviter un double comptage. Ce suivi permettra d'assurer qu'on arrive, à la fin du Projet, à atteindre le nombre de bénéficiaires directs prévus.
- f. Chronogramme avec les activités clés de Suivi et Évaluation : avoir un calendrier avec les activités SEA permettra aux équipes de planifier et exécuter dans le temps précis les exercices de collecte d'informations, de reporting et d'évaluation. L'inclusion des activités S&E dans une ligne de temps permettra d'identifier des moments surchargés en activités S&E et donc planifier en avance des mesures pour assurer la correcte implémentation des exercices.
- g. Le renforcement de capacités en Suivi et évaluation de l'équipe du projet pour la mise en œuvre du Plan Suivi et Évaluation : Les capacités de l'équipe du projet seront renforcées en matière d'utilisation des outils et du système de suivi évaluation, qui sera mis en place.

h. Auto-évaluations trimestrielles des partenaires et des OSC bénéficiaires

OXFAM tiendra des rencontres et d'auto-évaluation trimestrielles des progrès vers l'atteinte des indicateurs et encouragera les partenaires de mise en œuvre à en faire autant avant les rencontres globales de bilan-programmation trimestrielles de l'ensemble des partenaires du projet

Par ailleurs, OXFAM et les partenaires de mise œuvre accompagneront les réseaux d'OSC bénéficiaires à conduire des sessions d'auto-évaluation de leurs activités de plaidoyer et d'engagement communautaire. La conduite d'auto-évaluation sera intégrée dans le curriculum de renforcement des capacités organisationnelles des OSC féminines, des jeunes et sensibles au genre. Ces auto-évaluations leur permettront non seulement d'améliorer leurs actions et la gestion de leur organisation, mais aussi les résultats de leurs auto-évaluations informeront celles de OXFAM avec les partenaires de mise en œuvre.

i. Evaluation finale

A la fin du projet, OXFAM commanditera l'évaluation finale indépendante du projet avec la participation des partenaires de mise en œuvre. Cette évaluation sera conduite par un consultant indépendant. Les résultats de cette évaluation seront restitués lors d'un atelier de capitalisation du projet avec la participation des acteurs clés identifiés au niveau des comités de pilotage et technique de suivi.

- e) **Stratégie de fin de projet / durabilité** – Expliquez la stratégie de sortie du projet et comment le projet clôturera ses activités, y compris les mesures de la durabilité, des accords avec d'autres bailleurs de fonds pour une mobilisation des ressources, et indiquer les activités qui n'auront plus besoin de financement. S'il est prévu que d'autres bailleurs de fonds soutiennent le projet à sa conclusion, expliquez comment le projet assurera ce soutien de manière pro-active dès le début du projet. Le cas échéant, quel sont les liens avec des plateformes ou partenariats existants ?

Dès le démarrage du projet, OXFAM et les partenaires de mise en œuvre jetteront les bases de l'ancrage institutionnel des interventions du projet en impliquant les autorités locales compétentes, notamment les comités de mise œuvre préfectoraux des accords de Khartoum (CMOP), les comités techniques de sécurité et les services techniques ; au niveau national, nous impliquerons, les Ministères de la femme, de l'action humanitaire et de la réconciliation nationale, la coordination nationale de la RSS et les point focaux genre des différents départements ministériels du secteur de la sécurité. OXFAM et ses partenaires de mise en œuvre susciteront la mise en place de cadres de concertations locales entre les CMOP, les CTS et les services techniques et les populations, les organisations féminines et les comités locaux de paix, de protection, de

sécurité et violences communautaires. Ces rencontres viseront à mettre en place des cadres de planification participative et inclusive entre les différents acteurs pour assurer des réponses qui tiennent compte des préoccupations et des besoins de sécurité des populations en général et en particulier des femmes, des filles, garçons et hommes et groupes vulnérables. Ces activités contribueront à l'appropriation locale du projet et à l'influence du cadre institutionnel, de la législation et des stratégies nationales

L'engagement des points focaux genre dans les activités du projet à travers la coordination RSS et la capitalisation de leurs actions par celle-ci permettront une appropriation nationale, la continuité des pratiques dans les zones du projet et la réplique de l'action dans d'autres zones, ce qui assurera sa durabilité. Aussi la dynamique qui sera créée sur la révision des politiques et lois et qui engagera les autorités nationales du secteur sera renforcée avec le suivi de la Coordination RSS et la poursuite du lobbying par la plateforme nationale des OSC au-delà du projet. Pour soutenir ce processus, OXFAM renforcera les capacités de ses partenaires de mise œuvre, du réseau national des OSC sur la RSS et des organisations féminines qui en sont membres au niveau institutionnel et organisationnel afin qu'elles renforcent leur autonomie de planification, de gestion de projets et de mobilisation de ressources pour pérenniser leurs interventions indépendamment de OXFAM.

IV. Budget du projet

À toutes fins utiles, veuillez fournir une brève justification du budget proposé, indiquer les choix effectués lors de la préparation du budget, en particulier pour le personnel, les voyages, ou tout autre soutien indirect du projet afin de mettre en évidence l'approche visant l'optimisation des ressources (value for money).

Indiquez clairement en combien de tranches le budget sera transféré et quelles sont les conditions pour le transfert de la deuxième tranche ou d'une tranche suivante. L'approche standard consiste en deux tranches pour les bénéficiaires de l'ONU et trois pour les bénéficiaires qui ne sont pas les agences de l'ONU. La deuxième tranche requiert que le projet ait dépensé ou engagé au moins 75% du budget de la tranche préalable et que les rapports PBF dus au cours de la période écoulée aient été soumis. Des tranches ou des conditions supplémentaires peuvent être ajoutées en fonction du contexte du projet, de la capacité de mise en œuvre et du niveau de risque.

Remplissez les deux tableaux du budget en annexe D (document Excel à part).

Le budget total proposé est de \$ 1,485,000

Dont \$ 637 909 sera alloué partenaires nationaux, soit :43% réparti comme suit :

- AFJC : \$ 312 666
- URU : \$ 196 430
- Coordination RSS: \$ 128 813

Le budget sera transféré de PBF à OXFAM en tranches conformément aux procédures de PBF :

- 1^{ère} tranche : \$ 519,750
- 2^{ème} tranche : \$ 519,750
- 3^{ème} tranche : \$ 445,500

Le montant du budget alloué aux partenaires est versé, en Francs CFA sur base d'un plan de dépense trimestriel, et selon le taux de change en vigueur à la date de la signature des accords. Une première tranche sera versée en début de projet et les décaissements suivants seront effectués sur base de justification des dépenses planifiées du premier versement à hauteur de 80% (transmission des rapports d'activités et financiers trimestriels, l'examen des rapports et des pièces comptables).

Ressources Humaines

Le coût des ressources humaines pour permettre la mise en œuvre du projet est de \$ 244 664,60 soit 16 % du budget total. Ce montant prend en compte :

- Le budget total de l'équipe qui sera directement affecté au projet est \$ 161 719.
- Les autres coûts de ressources humaines couvrent le temps de travail que les équipes de soutien et techniques des différentes organisations consacreront à l'administration, la mise en œuvre et le suivi-

évaluation des activités. Il s'agit des équipes des finances, des ressources humaines, logistiques de la coordination nationale et des bases de OXFAM et des partenaires.

Frais de fonctionnement des bureaux

Le total de cette rubrique est de \$ 127 732.

Ce montant couvre les frais de communication (téléphone et internet), d'électricité, de fournitures, carburant pour groupe électrogène, de consommables, petits équipements et maintenance du parc automobile, informatique, du mobilier de bureau, des générateurs. Au regard de la taille et de la durée du projet, il n'est pas prévu l'achat d'équipement lourd pour une gestion efficace du projet.

Transport

Le total des frais de transport est de \$ 110 654. Ils sont composés des frais de location de véhicule, carburant des véhicules pour les courses en ville et les missions sur le terrain, des vols UNHAS.

Equipement

Nous prévoyons l'achat d'ordinateurs portables et d'un groupe électrogène équivalent à un total de \$ 7 910.

Activités du projet

Le montant total du budget des activités est de \$ 907 038 répartis comme suit :

OXFAM. \$323 934

AFJC : \$312 666

URU : \$141 625

Coordination RSS \$128 813

Conformément au tableau budget en annexe D :

Résultat 1 : \$ 236 659,30

Le budget global de ce résultat comporte les frais de consultants, de location de salle, de restauration et frais de déplacement des participants, des fournitures pour les formations, les sessions d'appui-conseil. Ce budget comporte également des petits fonds d'appuis financiers et logistiques aux 6 réseaux pour leur fonctionnement (*Personnels et autres employés ; Fournitures produits de bases, matériel ; Équipement, véhicules et mobilier ; Services contractuels ; Frais de déplacement ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs*)

Résultat 2 : \$ 873 623,81

Les montants prévus sous ce produit comprennent :

- Les frais de consultants, de location de salle, de restauration et frais de déplacement des participants à la formation sur l'analyse des conflits et l'évaluation des perceptions sur la sécurité, la formation des acteurs communautaires, de consolidation de paix et de la sécurité sur genre et RSS, et la formation des jeunes en entrepreneuriat
- Le budget des analyses qui comporte les frais de consultants (honoraires, voyages et per diem) et des enquêteurs qui seront issus des OSC féminines bénéficiaires et de CLPR
- Les frais des ateliers de restitutions comprennent la location de salle, les frais de restauration
- Les frais des activités de mobilisation communautaires : location matériels de sonorisation, frais de prestations de artistes (montage de scénario et représentations théâtrales, musicales, conception, enregistrement et diffusion des émissions radiophoniques) frais de déplacement autorités, restaurations, confection t-shirts, etc.
- Les frais de dialogue combinés avec des activités communautaires traditionnellement perçues comme des connecteurs (à identifier pendant l'analyse des conflits) : frais de mobilisation des jeunes pour des activités d'intérêt commun (désherbage, nettoyage, réfection d'infrastructures, etc), frais de modération lorsque nécessaire,
- Les frais des kits d'activités génératrices de revenus pour les jeunes

(*Personnels et autres employés ; Fournitures produits de bases, matériel ; Équipement, véhicules et mobilier ; Services contractuels ; Frais de déplacement ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs*)

Résultat 3 : \$198 882, 64

- Frais de consultants pour l'inventaire et l'analyse des politiques, lois et budget, la facilitation des ateliers de restitution et d'échange, la formation des points focaux genre, les frais de déplacement et de communication des membres du groupe de lobbying de la plateforme nationale RSS
- Frais de location de salle, de fourniture, de restauration et de déplacement des participants aux ateliers
- Les frais de conception et d'impression des outils de communication (posters, dépliants, traduction stratégie RSS avec boîtes à images),
- Les frais d'enregistrement et de diffusion des émissions télévisuelles et de spot publicitaires
- L'appui logistique aux points focaux genre et à la Coordination RSS (motocyclettes, ordinateurs portables, frais de fonctionnement)

(Personnels et autres employés ; Fournitures produits de bases, matériel ; Équipement, véhicules et mobilier ; Services contractuels ; Frais de déplacement ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs)

Evaluation et audit : \$84 192,65

Comprend les frais de MEAL, des consultants pour l'audit, l'évaluation finale et les enquêtes périodiques, les frais de restauration pour les auto-évaluations des réseaux d'OSC

Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

AA Functions

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially closed a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in

		consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reporting and timeline

Timeline	Event
30 April	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

31 July	Voluntary Q2 expenses (January to June)
31 October	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).

Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations

(This section uses standard wording – please do not remove)

Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

Reporting:

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

Financial reports and timeline

Timeline	Event
28 February	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
30 April	Report Q1 expenses (January to March)
31 July	Report Q2 expenses (January to June)
31 October	Report Q3 expenses (January to September)
<i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

Final Project Audit for non-UN recipient organization projects

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

Special Provisions regarding Financing of Terrorism

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)
- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project¹⁵
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

¹⁵ Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

Annexe B: Cadre de résultats du projet (doit inclure les données ventilées par sexe et âge)

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence de collecte	Étapes
<p>Résultat 1: D'ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre participent mieux aux processus de réforme du secteur de la sécurité et leur capacité est renforcée</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue) 5.1: Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles</p> <p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p>		<p><u>Indicateur 1 a</u> : Nombre de réseaux d'OSC féminines et sensibles au genre dont l'action a amélioré la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision communautaires et nationales sur la sécurité et la cohésion sociale.</p> <p>Niveau de référence: à déterminer avec les résultats des études baseline Cible: 6</p>	Rapports de suivi-évaluation, d'auto-évaluation et d'évaluation finale Rapports d'activités des OSC,	D'ici juin 2021 6 réseaux d'OSC féminines et sensibles au genre ont amélioré la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision communautaires et nationales sur la sécurité et la cohésion sociale.
		<p><u>Indicateur 1 b</u> : Nombre de réseaux d'OSC féminines et sensibles au genre créés ou renforcés aux niveaux local et national et fonctionnels</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 6</p>	Les statuts et Règlement Intérieur des réseaux Les Procès-verbaux des AG constitutives	D'ici fin juin 2020 6 réseaux d'OSC féminines et sensibles au genre y compris la plateforme nationale sont mis en place et fonctionnels
		<p><u>Indicateur 1c</u> : Nombre de réseaux d'OSC féminines et sensibles au genre qui ont un plan de plaidoyer ou un plan d'action d'engagement communautaire et les mettent en œuvre</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 6</p>	Les plans d'actions	D'ici octobre 2020, 6 réseaux d'OSC féminines et sensibles au genre commencent à mettre en œuvre leur plan de plaidoyer et d'engagement
	<p>Produit 1.1</p> <p>150 leaders féminins, jeunes et d'OSC sensibles au genre sont formé(e)s et accompagné(e)s</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p>	<p>Indicateur 1.1 : nombre de leaders femmes, filles et jeunes formé(e)s et accompagné(e)s</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 150 dont 135 femmes et filles de 18-35 ans et 15 hommes et jeunes et filles de 18-35 ans</p>	Rapports de formation Modules de formation Prétests et tests de niveau Rapports d'activités	D'ici juin 2020 150 leaders sont formé(e)s et accompagné(e)s

	<p><u>Activité 1.1.1 : Appui à la création de réseaux d'OSC, formation en réseautage et plaidoyer</u></p> <p><u>Activité 1.1.2</u> : formations sur le genre, les résolutions 1325, 2250, la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'endroit des femmes</p> <p><u>Activités 1.1.3</u>. Appui-conseil continu à 7 réseaux d'OSC féminins et sensibles au genre dans l'élaboration de leur plan de plaidoyer, leurs messages de plaidoyer, la mise en œuvre et le suivi-évaluation de leurs actions de plaidoyer et des activités de protection.</p>	<p>Indicateur 1.1.1 : nombre de réseaux créés et formés</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 6</p>	<p>Termes de référence de création /refonte des réseaux/plateformes Statuts et Règlement Intérieurs</p> <p>PV AG constitutives</p>	
		<p>Indicateur 1.1.2 : Nombre de leaders formé(e)s en genre et instruments juridiques</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 150 dont 130 femmes et 15 hommes, jeunes et filles de 18-35 ans</p> <p>Indicateur 1.1.3 : plans de plans de plaidoyer, plans d'actions, appuyés</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 6</p>	<p>Plans de plaidoyer, plan d'actions, messages, notes de plaidoyer Modules/ Termes de référence de sensibilisation</p>	
<p>Résultat 2: D'ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre s'engagent avec les communautés et les acteurs de consolidation de la paix, de la sécurité et de développement en faveur de mesures sécuritaires inclusives et l'accès équitable aux services dans les zones du projet.</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant)</p> <p>5.1: Mettre fin, dans le monde entier, à toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles</p> <p>5.2: Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faite aux femmes et aux filles, y compris la traite</p>	<p>Indicateur 2 a : % de mesures sécuritaires inclusives adoptés par les leaders communautaires et les comités locaux de paix et protection sous l'impulsion des OSC féminines sensibles au genre</p> <p>Niveau de référence: à déterminer à la baseline Cible: 75%</p>	<p>Rapports de suivi-évaluation Rapport d'activités des OSC et de OXFAM et des partenaires Rapports d'évaluation finale</p>	<p>D'ici janvier 2021, 75 % de mesures sécuritaires inclusives adoptés par les leaders communautaires et les comités locaux de paix et protection sous l'impulsion des OSC féminines sensibles au genre</p>	
	<p>Indicateur 2 b : nombre de cadres de dialogue établis entre les OSC féminines, les jeunes et les autorités locales, les comités de sécurité urbaine, comités techniques de sécurités, les CMOP, les USMS, dans les 6 villes du projet</p> <p>Niveau de référence: à déterminer à la baseline Cible: 6</p>	<p>Comptes rendus des rencontres</p> <p>Rapports de suivi-évaluation</p>	<p>D'ici le début octobre 2020, 6 cadres de dialogue établis entre les OSC féminines, les jeunes et les autorités locales, les comités de sécurité urbaine, comités techniques de sécurités, les CMOP, les USMS, dans les 6 villes du projet</p>	
	<p>Indicateur 2 c : % des mesures sécuritaires et services délivrés par les autorités locales, les</p>	<p>Les plans locaux de sécurités</p>	<p>D'ici juin 2021 100% des mesures sécuritaires et services délivrés par</p>	

<p>et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation 16.1: Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés</p> <p>16.7: Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions</p> <p>(Recommandations de l' Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p>		<p>instances CTS, les CMOP, USMS et les autorités locales prises localement et des plans locaux de sécurité prennent en compte les femmes, les jeunes, les minorités et les personnes les plus marginalisés.</p> <p>Niveau de référence: à déterminer à la baseline Cible: 100%</p>	<p>Les dispositions sécurités</p> <p>Les rapports structures délivrant les services de protection et sociaux de base</p>	<p>les autorités locales, les instances CTS, les CMOP, USMS et des plans locaux de sécurité prennent en compte les femmes, les jeunes, les minorités et les personnes les plus marginalisées</p>
	<p>Produit 2.1 2 rapports d'analyses sensibles au genre de la dynamique de la violence, des conflits et de la perception des communautés sur la sécurité</p>	<p><u>Indicateur 2.1.1</u> : nombre de staff et leaders formés</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 35 dont au moins 13 femmes</p>	<p>Rapports de formation Rapports de suivi-évaluation et d'activités</p>	<p>Formation staff au plus tard fin février 2020</p>
	<p>Liste des activités relevant du produit: <u>Activités 2.2.1:</u> formation du staff et des leaders des OSC de femmes, de jeunes et sensible aux genre, des comités locaux de paix, sur la collecte des données de sécurité et l'analyse des conflits</p> <p><u>Activité 2.1.2 :</u> réalisation de deux analyses sensibles au genre des conflits et des perceptions sur la sécurité</p> <p>Activité 2'1'3 : organisation de 6 ateliers de restitution</p>	<p><u>Indicateur 2.1.2</u> : 1 rapport sur l'analyse sensible au genre des dynamiques locales de conflits, 1 rapport d'étude sur les perceptions des femmes, des jeunes, des minorités et des communautés en général sur la sécurité et les instances en charge de la sécurité</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 2</p>	<p>Rapports des analyses et études</p>	<p>Deux rapports d'étude disponibles d'ici fin juin 2020</p>
		<p><u>Indicateur 2.1.3</u> : nombre de participants leaders communautaires, autorités locales, CMOP, CTS, USMS, CSU, et des OSC à 6 ateliers de restitutions des analyses et études</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 245 Cible: 245 dont 74 femmes, filles et jeunes hommes de 18-35 ans</p>	<p>Rapport des ateliers Liste de présence aux ateliers</p>	<p>6 ateliers de restitution d'ici début juin 2020</p>
	<p>Produit 2.2 30 000 personnes mobilisées pour le changement de comportement, le dialogue entre groupes genre, entre ceux-ci et les acteurs locaux de paix, sécurité et développement sur les inégalités genre, la sécurité pour tous, l'accès aux services et les solutions pour la transformation des conflits.</p>	<p><u>Indicateur 2.2.1</u> : nombre émissions radio, théâtre-forums, activités culturelles et récréatives civilo-militaires/ interculturelles réalisées,</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 37</p>	<p>Rapport d'activités Rapports de suivi - évaluation</p>	<p>37 évènements de mobilisation sociale réalisés d'ici fin mars 2021</p>
	<p>Liste des activités relevant du produit:</p>	<p><u>Indicateur 2.2.2</u> : nombre autorités locales et membres des instances de sécurité formés sur genre et RSS</p>	<p>Rapports de formation Rapport d'activités Rapports de suivi-évaluation</p>	<p>250 autorités locales et membres des instances de sécurité formés sur genre et RSS d'ici fin septembre 2021</p>

	<p><u>Activités 2.2.1</u>: campagnes mobilisation sociale (18 émissions radio, 7 théâtre-forums, 12 activités culturelles et récréatives civilo-militaires/ interculturelles réalisées,</p> <p><u>Activités 2.2.2</u> : Formation de 250 leaders communautaires, autorités locales, CMOP, CTS, USMS, FDSI sur genre et RSS</p> <p><u>Activité 2.2.3</u> : séances de dialogue réalisés : intercommunautaires, Intergénérationnels, filles/garçons, hommes/ femmes, leaders féminins et jeunes de différents groupes socioculturels et les autorités locales, CMOP, USMS, CTS, CPLR, etc</p>	<p>Niveau de référence:0 Cible: 250</p> <p>Indicateur 2.2.3 : nombre de séances de dialogue réalisés : intercommunautaires, Intergénérationnels, filles/garçons, hommes/ femmes, leaders féminins et jeunes de différents groupes socioculturels et les autorités locales, CMOP, USMS, CTS, CPLR, etc.</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 105</p>	<p>Comptes rendu des rencontres Rapport d'activités Rapports de suivi-évaluation</p>	<p>105 séances de dialogues réalisées d'ici fin mars 2021</p>
	<p>Produit 2.3 : 800 jeunes femmes, hommes, filles et garçons appuyés</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p><u>Activités 2.3.1</u> : Formation de 100 jeunes de 18-35 ans dont 90 jeunes femmes et filles en création et gestion d'entreprises</p> <p><u>Activités 2.3.2</u> : appui aux activités socioéconomiques de 800 jeunes hommes et filles</p>	<p>Indicateur 2.3.1 : nombre de jeunes formés en entrepreneuriat</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible. 100 dont 90 femmes/filles</p>	<p>Rapport d'activités, Rapports de suivi-évaluation</p>	<p>100 jeunes dont 90 filles et jeune(e)s femmes formées d'ici fin octobre 2020</p>
		<p>Indicateur 2.3.2 Nombre jeunes, de jeunes femmes et filles formé(e)s en micro-entrepreneuriat et appuyés dans la réalisation de leurs microprojets</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 800 jeunes de 18-35 ans dont 720 jeunes femmes et filles</p>	<p>Rapports de formation Rapport d'activités, Rapports de suivi-évaluation</p>	<p>800 jeunes dont 720 jeunes femmes et filles appuyés dans la réalisations de micro-projets économiques d'ici fin décembre 2020</p>
<p>Résultat 3:</p> <p>D'ici juin 2021, un réseau national d'OSC sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des</p>		<p><u>Indicateur 3 a</u> : nombre de projets de révision de politiques et lois du secteur de la sécurité soumis aux autorités nationales</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 2</p>	<p>Rapports de rencontres Rapports d'évaluation Rapport d'activités</p>	<p>Au moins 2 projets de révision de politiques et lois du secteur de la sécurité soumis aux autorités nationales d'ici fin juin 2021</p>

<p>bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et législatif sécuritaire et judiciaire en faveur de tous.</p> <p>(Cible(s) ODD auxquels le projet contribue, le cas échéant)</p> <p>5.C: Adopter des politiques bien conçues et des dispositions législatives applicables en faveur de la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles à tous les niveaux et renforcer celles qui existent</p> <p>(Recommandations de l'Examen périodique universel des droits de l'homme auxquelles le projet contribue, le cas échéant, et l'année de l'Examen)</p>		<p><u>Indicateur 3 b</u> : nombre de départements ministériels du secteur de la sécurité dont le budget est sensible au genre</p> <p>Niveau de référence: 0 Cible: 2</p>	Rapports d'évaluation	Les budgets d'au moins 2 départements ministériels du secteur de la sécurité sont sensible au genre d'ici fin juin 2021
	<p>Produit 3.1</p> <p>1 inventaire et 5 analyses de politiques des lois et politiques nationales et budgets du secteur de la sécurité réalisés,</p> <p>Liste des activités qui appartiennent au produit:</p> <p>Activité 3.1.1 : inventaire des politiques et lois nationales relatives au secteur de la sécurité et au genre</p>	<p><u>Indicateur 3.1.1</u> : nombre de rapport d'inventaire et 5 analyses de politiques des lois et politiques nationales et budgets du secteur de la sécurité réalisés</p> <p>Niveau de référence: Cible: 1</p>	<p>Les rapports des bonnes pratiques</p> <p>Les plans locaux,</p> <p>Rapports des rencontres de concertations</p> <p>Rapports d'évaluation</p>	1 rapport d'inventaire et 5 analyses de politiques des lois et politiques nationales et budgets du secteur de la sécurité disponible d'ici fin avril 2020,
	<p>Activité 3.1.2 analyses de 5 politiques, lois et budgets du secteur de la sécurité</p>	<p><u>Indicateur 3.1.2</u> : nombre de rapports d'analyses de 5 politiques, lois et budgets du secteur de la sécurité</p> <p>iveau de référence: Cible: 5</p>	Rapports d'analyse	5 rapports d'analyses de politiques, lois et budgets du secteur de la sécurité disponibles d'ici fin septembre 2020
	<p>Activités 3.1.3. ateliers de restitution des résultats et l'inventaire et des analyses</p>	<p>Indicateur 3.1.3 : nombre d'atelier et de participant(e)s parmi les autorités nationales aux relatifs à la restitution des résultats d'analyse de politique, lois et budget</p> <p>Niveau de référence: Cible: 50 participant(e)s des instances gouvernementales en charge de la sécurité</p>	<p>Liste de présence aux ateliers</p> <p>Rapports d'ateliers</p>	3 ateliers de restitutions réalisés d'ici fin juillet 2020
	<p>Produit 3.2 : actions de Plaidoyer et lobbying réalisées par la plateforme nationale des OSC engagées dans la RSS</p> <p>Liste des activités relevant du produit:</p> <p><u>Activité 3.2.1</u> : Lobbying pour améliorer le cadre politique et législatif</p> <p><u>Activité 3.2.2</u> : réalisation débats télévisuels, de capsules, posters et prospectus sur le genre et la RSS</p>	<p>Indicateur 3.2.1 : nombre de rencontres de lobbying entre les membres du réseau national RSS et les autorités gouvernementales et groupes parlementaires</p> <p>Niveau de référence: Cible: 15</p>	<p>Compte- rendus de rencontres</p> <p>Rapports d'activités</p>	15 rencontres de lobbying entre la plateforme
		<p>Indicateur 3.2.2 : nombre d'outils de communication produits et disséminés</p> <p>Niveau de référence: Cible: 2354</p>	<p>Les documents audio-visuels</p> <p>Rapports d'activités</p>	2354 outils communication produits et disséminés

	<p>Produit 3.3 : Les points focaux genre de la RSS engagés auprès des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre</p> <p>Liste des activités relevant du produit</p> <p>Activité 3.3.1 : formation des formateurs au profit des points focaux genre du secteur de la sécurité sur genre et RSS</p> <p>Activités 3.3.2 : appui aux points focaux genre du secteur de la sécurité pour la formation en cascade des CMOP, CTS, USMS et FDSI et l'accompagnement des initiatives de contrôle démocratique des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre</p> <p>Activité 3.3.3. : collecte de bonnes pratiques et des défis de prise en compte du genre au niveau des CMOP, CTS, USMS et FDSI par les points focaux genre et capitalisation par la Coordination RSS</p>	<p>Indicateur 3.3.1. Nombre de membres points focaux genre formés</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 20, 10 femmes, 10 hommes</p>	Rapports de formation	20 membres de points focaux genre formés d'ici fin avril 2020
	<p>Indicateur 3.3.2 : nombre de sessions de formations en cascade réalisées par les points focaux genre au profit des USMS et des FDSI et d'accompagnement des initiatives de contrôle démocratique des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 15</p>	Rapports de formation Rapport de suivi-évaluation Rapport d'activités des points focaux	15 sessions de formation en cascade réalisées par les points focaux genre au profit des USMS et des FDSI et d'accompagnement des initiatives de contrôle démocratique des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre d'ici fin mars 2021	
	<p>Indicateur 3.3.3 : nombre de rapports sur les bonnes pratiques et de suivi des activités transmis par les points focaux genre et capitalisés par la Coordination RSS</p> <p>Niveau de référence: 0</p> <p>Cible: 5</p>	Rapport des points focaux Documents de capitalisation de la Coordination RSS	5 rapports sur les bonnes pratiques et de suivi des activités transmis par les points focaux genre et capitalisés par la Coordination RSS d'ici fin juin 2021	

Annex C: Liste de vérification pour le lancement du projet

Question	OUI	NON	Commentaire
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ? Veuillez attacher.	X		
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ? Veuillez expliquer quand cela a été fait ou quand ce sera fait.	X		
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été effectuée ?	X		
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ? Si non, quelles étapes restent et le chronogramme	X		
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences bénéficiaires ?	X		Ont été consulté tout au long de l'élaboration du projet
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus concernant la stratégie de mise en œuvre entre les différentes agences bénéficiaires ?	X		
9. Quelles sont les autres activités de préparation devant être entreprises avant que le projet ne démarre et combien de temps sera-t-il nécessaire pour les effectuer ?			Le recrutement du nouveau personnel à affecter au projet. Le recrutement et le lancement des études et analyses pour que les données soient disponible à temps pour planifier les activités de plaidoyer et d'engagement communautaire.